AFRO
AFROBAROMÈTRE
DONNER UNE VOIX AU PEUPLE

# La gestion des élections en Afrique

## Qualité des processus, confiance publique sont des questions centrales

Par Peter Penar, Rose Aiko, Thomas Bentley, et Kangwook Han

Synthèse de Politique No. 35, Afrobaromètre | Septembre 2016

## Introduction

Rien n'éveille les énergies, inquiétudes, espoirs, et frustrations relatives à la démocratie autant qu'une élection. La qualité d'une élection peut faire toute la différence entre un feu de cuisson et une explosion.

Si une élection réussie peut calmer et rassembler une nation (Namibie 2015, par exemple), une élection aux résultats contestés peut la diviser (Burundi 2015, Côte d'Ivoire 2010, et Kenya 2008).

Alors que des élections nationales se tiennent dans 25 au moins des pays africains en 2016-2017, les institutions chargées de la gestion des élections – en gros les commissions électorales nationales – focalisent toutes les attentions en tant qu'acteurs majeurs des processus électoraux et de la formation des perceptions publiques quant à l'effectivité de démocratie. Une gestion calamiteuse du processus électoral peut permettre la fraude électorale et, même si elle ne renverse pas les résultats d'une élection, fait le nid de l'aliénation politique, de la méfiance publique, des frustrations, et de la violence. En 2016, nous avons déjà vu des exemples de troubles au Kenya, où les appels de l'opposition à une réforme de la commission électorale avec le hashtag #IEBCMustFall ont suscité des manifestations publiques et une réaction violente des forces de sécurité; en République du Congo, où les fraudes électorales ont donné lieu à des manifestations violentes; et au Gabon, où des heurts sanglants ont éclaté après que le Président Ali Bongo ait revendiqué une victoire électorale controversée. Au Ghana, les inquiétudes se focalisent sur la mise à jour du fichier électoral pour les élections de décembre.

Sur fonds d'incidents historiques – en Afrique et ailleurs – de tripatouillage des listes électorales, d'étouffement de la concurrence, de trucage des taux de participation, de bourrage d'urnes, d'achat de votes, de multiples votes, et de manipulation des résultats, des élections libres et équitables demandées par la Charte Africaines de la Démocratie, des Elections et de la Gouvernance dépendent d'une gestion efficiente des élections, soutenue par des efforts de sensibilisation des citoyens en vue de renforcer la confiance publique.

Se basant sur les données 2014/2015 d'Afrobaromètre sur 36 pays africains, cette analyse étudie les perceptions publiques sur les institutions en charge de la gestion des élections et sur la qualité des élections. Dans l'ensemble, la confiance publique envers les commissions électorales nationales est au mieux modérée. Même si la majorité des citoyens affirment que leurs toutes dernières élections étaient pour la plupart libres et transparentes, les citoyens expriment des grandes inquiétudes quant à l'impartialité des décomptes de votes, la corruption pendant les élections, et la sécurité des électeurs durant les campagnes et lors des scrutins. Les opinions des citoyens quant à la performance des commissions électorales et la qualité des élections concordent généralement avec les avis des experts offerts dans les évaluations internationales.

Plus globalement, beaucoup de citoyens affirment que les élections ne sont pas vraiment des mécanismes permettant de s'assurer que les opinions des électeurs soient représentés ou que les électeurs puissent révoquer les autorités qui ne comblent pas leurs attentes à travers les urnes. Peu de pays ont connu une amélioration de la performance perçue des élections au cours de la décennie écoulée.

## Afrobaromètre

Afrobaromètre est un réseau de recherche panafricain et non-partisan qui mène des enquêtes d'opinion publique sur la démocratie, la gouvernance, les conditions économiques, et des questions connexes dans plus de 30 pays en Afrique. Cinq rounds d'enquêtes ont été menés entre 1999 et 2013, et les résultats du 6ème round d'enquêtes (2014/2015) sont actuellement en cours de dissémination. Afrobaromètre mène des entretiens en face-à-face dans la langue de choix du répondant avec des échantillons représentatifs au niveau national qui donnent des résultats au niveau pays avec des marges d'erreur de +/-2% (pour les échantillons de 2.400) ou +/-3% (pour les échantillons de 1.200) à un niveau de confiance de 95%.

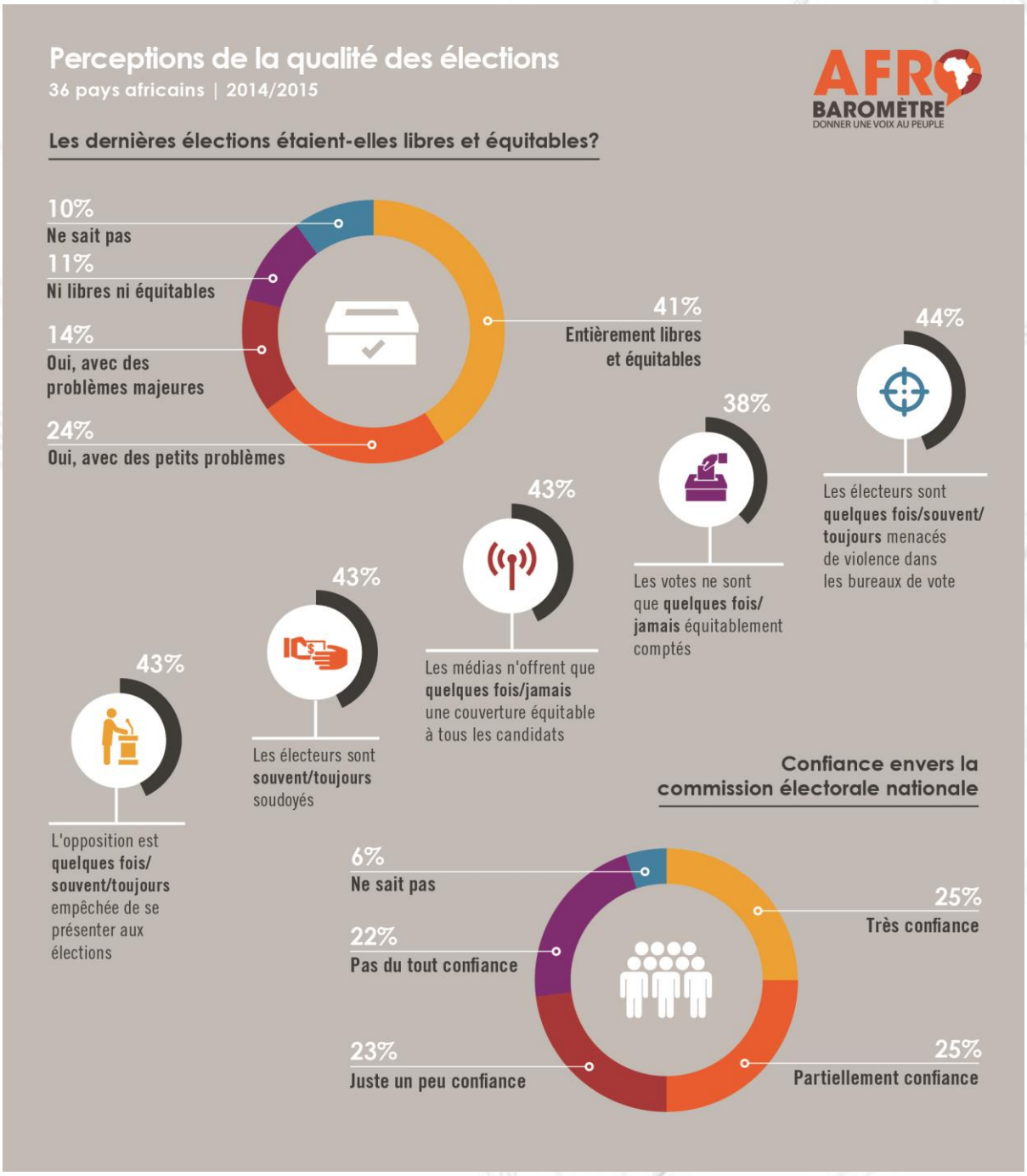
Copyright © Afrobaromètre 2016

Les entrevues au titre du Round 6, avec presque 54.000 citoyens de 36 pays (voir la liste dans le Tableau A.1 en annexe) représentent les opinions de plus des trois-quarts de la population du continent.

## Résultats clés

- En moyenne à travers 36 pays enquêtés, seule la moitié (50%) des répondants affirment faire « partiellement confiance » (25%) ou « très confiance » (25%) à leur commission électorale. Certains des niveaux les plus bas de confiance sont exprimés dans les pays avec des élections très serrées en 2016, dont le Gabon (25%), São Tomé et Príncipe (31%), et le Ghana (37%).

- Deux-tiers des Africains considèrent leur toute dernière élection « entièrement libre et équitable » (41%) ou « libre et équitable, mais avec de petits problèmes » (24%).




Copyright © Afrobaromètre 2016

Les opinions des citoyens sur la qualité des élections vont généralement dans le même sens que les évaluations des experts internationaux.

- Mais de grandes proportions de la population sont sceptiques quant à la qualité de leurs élections. Plus de quatre sur 10 Africains affirment que les électeurs sont au moins « quelques fois » menacés de violence dans les bureaux de vote (44%); que les partis et les candidats de l'opposition sont au moins « quelques fois » empêchés de se présenter aux élections (43%); que les médias ne couvrent « jamais » ou que « quelques fois » tous les candidats sans parti pris (43%); et que des électeurs sont « souvent » ou « toujours » soudoyés (43%).

- Seulement un tiers (34%) d'Africains pensent que les votes sont « toujours » comptés avec impartialité. Plusieurs pays qui ont connu des violences électorales expriment des niveaux de confiance bas quant au décompte des votes, y compris le Kenya (26%), le Zimbabwe (22%), et le Nigéria (6%).

- Une bonne moitié des Africains affirment que les élections ne sont pas efficaces comme mécanismes permettant de s'assurer que les opinions des électeurs soient représentées (50%) et que les électeurs puissent révoquer les autorités qui ne comblent pas leurs attentes à travers les urnes (51%). Parmi les pays aux niveaux de mécontentement les plus élevés quant à la performance de représentativité et de responsabilité des élections on retrouve le Bénin, le Ghana, la Mozambique, Madagascar, et la Tanzanie.

## Confiance envers les commissions électorales nationales

La gestion des processus électoraux en Afrique focalise beaucoup l'attention des Nations Unies, des organismes régionaux africains, et des entités internationales telles que l'EISA (institut électoral pour la démocratie durable en Afrique), l'IFES (fondation internationale pour les systèmes électoraux), l'IRI (institut républicain international), et le NDI (institut démocratique national). Au niveau national, les organismes chargés de la gestion du processus électoral prennent part à des efforts de révision et de réformes visant à améliorer la gestion logistique et la transparence. Les pays sont en train d'apurer leurs listes électorales, de mettre en œuvre l'enregistrement et l'identification biométriques des électeurs, de pousser les acteurs politiques à suivre les procédures de gestion, et d'améliorer les processus de transmission des résultats. Certaines des réformes les plus visibles portent sur les commissions électorales elles-mêmes, en vue d'améliorer la performance quant à une mesure importante de la gestion des élections: la confiance publique envers les organismes chargés de la gestion des processus électoraux.

En moyenne à travers 35 pays enquêtés, seule la moitié (50%) des répondants affirment faire « partiellement confiance » (25%) ou « très confiance » (25%) à leur commission électorale (Figure 1). Un sur cinq répondants (21%) affirment n'avoir aucune confiance en leur organisme de gestion des processus électoraux. Sur une échelle de 1 (pas du tout) à 4 (beaucoup), l'amplitude moyenne de la confiance envers les commissions électorales en Afrique est de 2.6, entre « juste un peu » et « partiellement ».

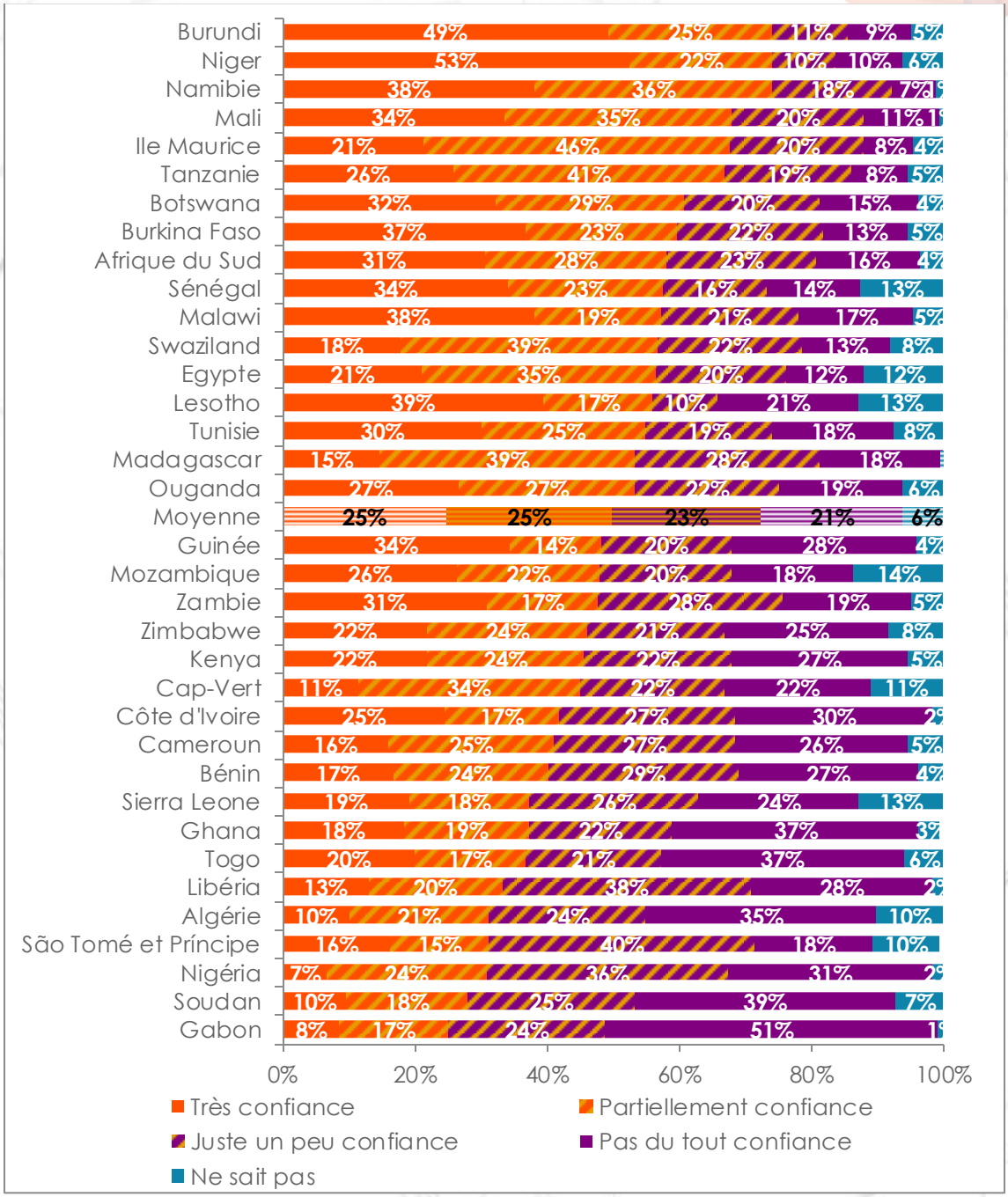
Trois pays qui organisent des élections cette année expriment certains des niveaux les plus bas de confiance: le Gabon (25% « partiellement » ou « beaucoup »), São Tomé et Principe (31%), et le Ghana (37%). Au nombre des autres pays affichant des niveaux de confiance remarquablement bas envers leurs commissions électorales se trouvent le Soudan (28%), le Nigéria (31%), l'Algérie (31%), le Libéria (33%), le Togo (37 %), et la Sierra Leone (37%). À l'opposé se retrouvent le Burundi (enquêté en septembre-octobre 2014), le Niger, et la Namibie (74% chacun).

En ce qui concerne les élections de 2017 et 2018, il y a lieu de s'inquiéter pour le Kenya et le Zimbabwe, étant donné que seulement 46% des citoyens font confiance à leur commission

Copyright © Afrobaromètre 2016

électorale dans ces pays, qui ont connu des niveaux élevés de violence électorale par le passé.

**Figure 1: Confiance envers les commissions électorales nationales** | 35 pays* | 2014/2015




**Question posée aux répondants:** *Faites-vous confiance à chacune des institutions suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler: La Commission Electorale Nationale? (*Cette question n'a pas été posée au Maroc.)*

Quand on considère les niveaux de confiance publique par pays, il est important de noter la période des travaux d'Afrobaromètre sur le terrain au titre du Round 6 et sa proximité aux élections (voir le Tableau A.1 en annexe pour les dates des travaux sur le terrain et celles des élections). Au Soudan, par exemple, où les niveaux de confiance enregistrés sont bas, les travaux sur le terrain de l'enquête ont été menés peu de temps après les élections d'avril

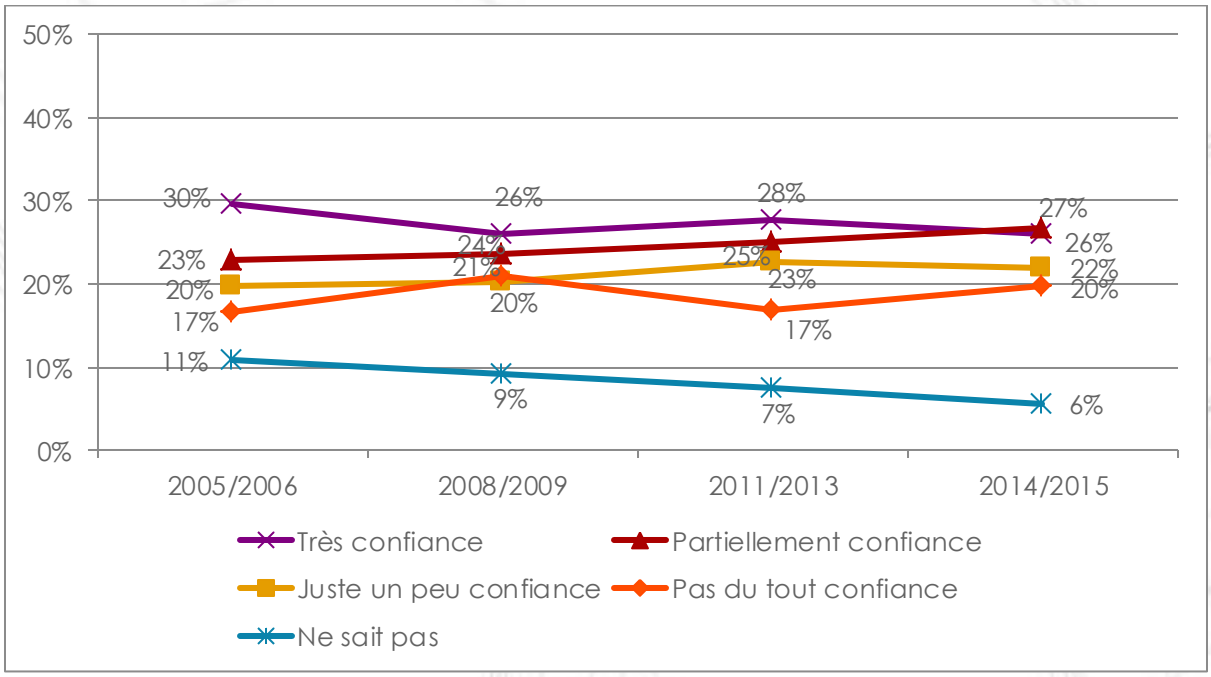
Copyright © Afrobaromètre 2016

2015, qui étaient si viciées que l'Union Africaine avait même considéré ne pas envoyer d'observateurs et que tous les principaux partis de l'opposition ont boycotté le scrutin. Au Nigéria, l'enquête a été conduite trois mois avant les élections de mars 2015, qui faisaient l'objet de grandes inquiétudes largement partagées mais se sont avérées globalement paisibles et réussies. En Namibie, l'enquête a été menée pendant la période précédant les élections de novembre 2014, période marquée par l'optimisme quant à la mise en place d'urnes électroniques. Ces conditions particulières de la période de l'enquête relativement au calendrier national électoral peuvent avoir un certain effet sur les résultats et devraient être gardées à l'esprit lors des comparaisons entre pays.

Les niveaux moyens de confiance publique envers les commissions électorales n'ont pas vraiment varié sur le temps. À travers 32 pays où cette question a été posée au cours des rounds 5 et 6, les niveaux de confiance sont demeurés essentiellement les mêmes (50% « partiellement » ou « très » en 2011/2013 et 51% en 2014/2015).

À travers 18 pays[1] régulièrement suivis depuis 2005/2006, les niveaux de confiance affichent une petite tendance négative: Les sentiments positifs forts (« très confiance ») ont légèrement régressé, laissant la place à des sentiments légèrement positifs (« partiellement confiance »), tandis que la régression des « ne sait pas » correspond à de petits accroissements de « pas du tout » et « juste un peu » (Figure 2).

**Figure 2: Variations de la confiance publique envers les commissions électorales nationales** | 18 pays | 2005-2015




**Question posée aux répondants:** *Faites-vous confiance à chacune des institutions suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler: La Commission Électorale Nationale? (*Cette question n'a pas été posée au Maroc.)*

Quand bien même les variations moyennes sont minimes, il y a une variation significative dans le temps et d'un pays à l'autre de la confiance publique. Entre 2011/2013 et 2014/2015, la confiance envers les commissions électorales s'est accrue considérablement au Mali (de 28 points de pourcentage), en Egypte (22 points), et en Namibie (17 points) alors qu'elle décroissait drastiquement au Ghana (de 22 points de pourcentage), en Sierra Leone (19 points), au Bénin (14 points), et en Afrique du Sud (11 points) (Figure 3).

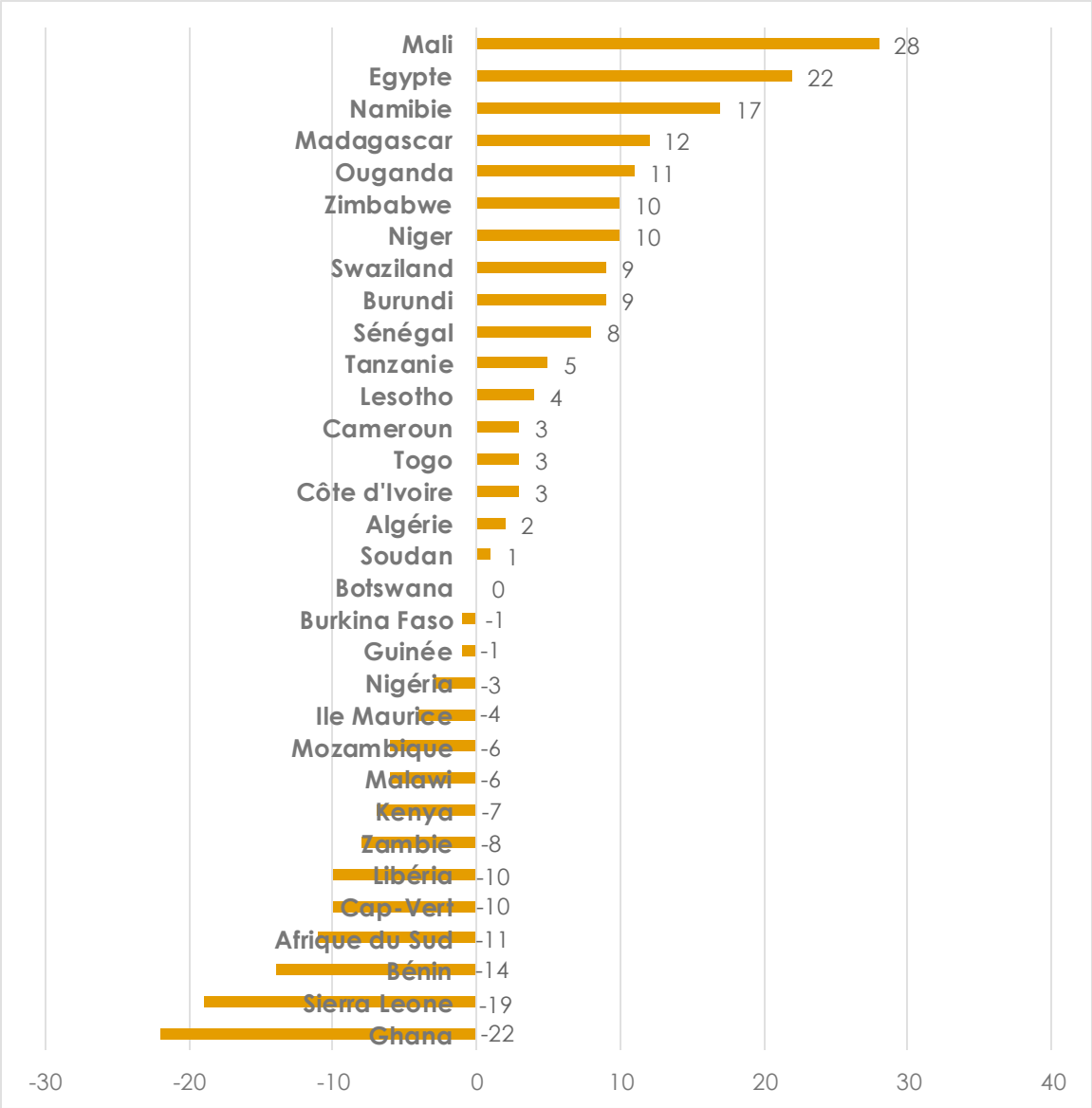
[1] Afrique du Sud, Bénin, Botswana, Cap-Vert, Ghana, Kenya, Lesotho, Madagascar, Malawi, Mali, Mozambique, Namibie, Nigéria, Sénégal, Tanzanie, Ouganda, Zambie, et Zimbabwe.

Copyright © Afrobaromètre 2016

Pour certains pays, les accroissements des niveaux de confiance entre 2011/2013 et 2014/2015 peuvent s'expliquer par des réformes et des progrès technologiques. La Namibie, par exemple, a introduit le vote électronique pour ses élections générales de 2014. Au Mali et à Madagascar, les commissions électorales ont peut-être mis les populations en confiance en gérant des élections qui ont marqué la fin de l'instabilité politique.

Fait intéressant, parmi les pays affichant de récentes régressions significatives de la confiance se trouvent certains pays qui ont des niveaux élevés de compétition électorale et sont généralement considérés comme relativement démocratiques, dont le Ghana, le Bénin, l'Afrique du Sud, le Cap-Vert, et la Zambie. Ceci peut traduire les attentes croissantes des citoyens de ce qu'est une élection de bonne facture; une supervision accrue des processus électoraux, surtout par les partis d'opposition et la société civile; et l'opinion que même les irrégularités mineures peuvent influencer les résultats lors de joutes électorales très serrées.

**Figure 3: Variations récentes de la confiance publique envers les commissions électorales nationales** | 32 pays* | 2011-2015




*La figure expose les accroissements ou régressions, en points de pourcentage, de 2011/2013 à 2014/2015 de la proportion des répondants qui affirment faire « partiellement » ou « très » confiance à leurs commissions électorales nationales (*Cette question n'a été posée au Maroc, ni en 2011 / 2013 en Tunisie; le Gabon et São Tomé et Principe n'ont pas été enquêtés en 2011/2013).*

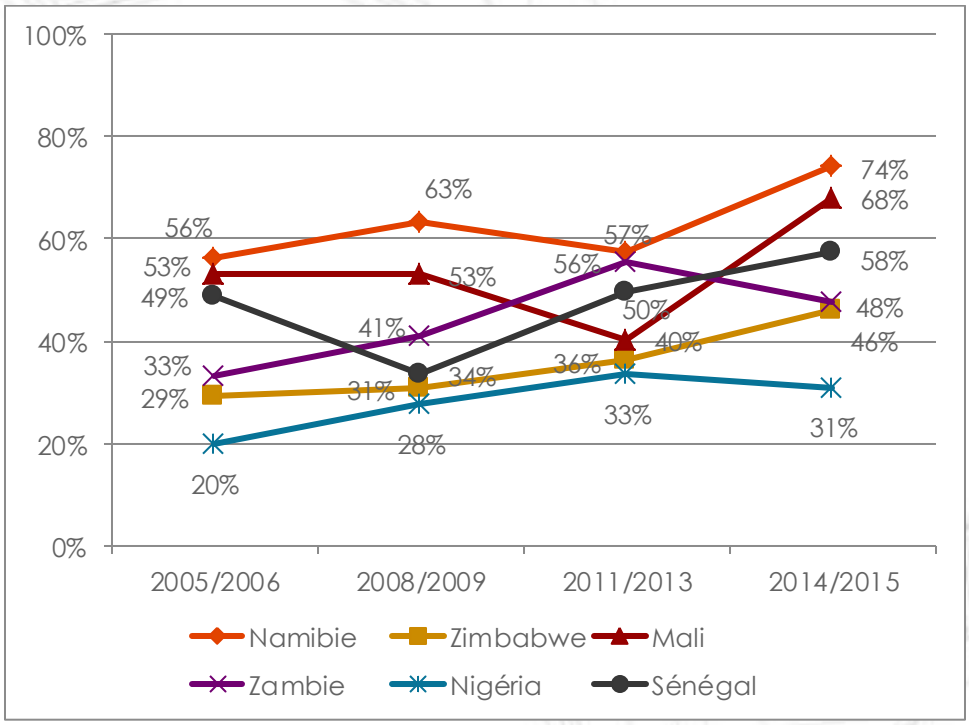
Copyright © Afrobaromètre 2016

A l'examen des tendances à plus long terme dans 18 pays régulièrement suivis sur la décennie écoulée (Figure 4), des accroissements significatifs des niveaux de confiance ont été enregistrés en Namibie (18 points de pourcentage), au Zimbabwe (17 points), au Mali (15 points), et en Zambie (15 points, même si la confiance en Zambie a commencé à régresser en 2011/2013).

Mais plusieurs pays ont enregistré des régressions effrayantes de la confiance sur la décennie écoulée, le Ghana en tête (une régression de 38 points de pourcentage), la Mozambique (24 points), et la Tanzanie (19 points) (Figure 5).

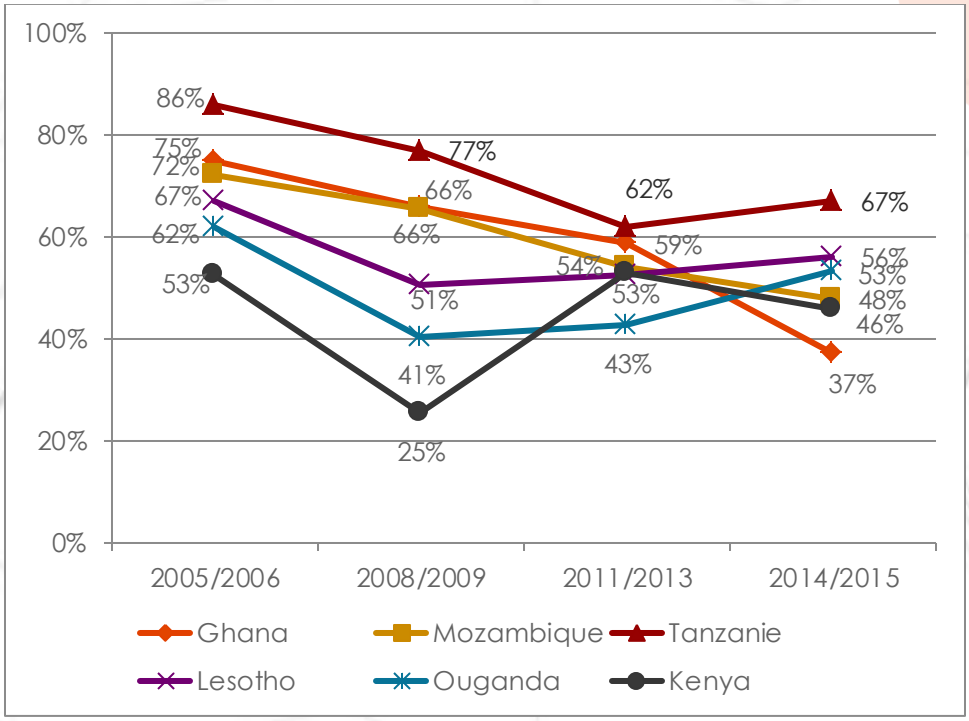
Par ailleurs, les tendances sur la décennie écoulée peuvent dissimuler des accroissements ou régressions significatifs temporaires dans certains pays, tels que des régressions au Sénégal (2008) et au Mali (2013) suivies d'accroissements. Au Kenya, un déclin global de la confiance de 7 points de pourcentage sur la décennie écoulée inclut une baisse dramatique de 27 points au cours de l'enquête 2008, reflétant l'élection présidentielle violente que le pays a connue, suivie d'une remontée totale dans l'enquête 2011. De 2011 à 2014, la confiance publique envers la commission électorale Kenyane a encore régressé (de 7 points de pourcentage) – peut-être un exemple du fait que dans certains cas, les efforts en vue d'améliorer les pratiques en matière électorale peuvent ne pas arriver à combler les attentes et peuvent même dégrader la confiance publique lorsque les faiblesses des précédentes pratiques sont révélées. Le Kenya a mis en œuvre l'enregistrement et l'identification biométriques des électeurs avant ses élections générales de 2013, mais des problèmes de la fourniture et de la gestion ont conduit nombre de Kenyans à remettre en cause l'intégrité ou la compétence de la commission électorale. Un exemple plus récent vient du Ghana, où la commission électorale a été instruite par la justice de conduire un audit total de la liste électorale. La révélation de beaucoup d'inexactitudes dans la liste électorale et la question si la commission électorale aura le temps de corriger ces inexactitudes avant décembre 2016 ont peut-être aggravé la tendance à la baisse de la confiance publique envers la commission longue d'une décennie.

**Figure 4: Variations de la confiance publique envers les commissions électorales nationales** | les plus grands accroissements | 2005-2015




**Question posée aux répondants:** *Faites-vous confiance à chacune des institutions suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler: La Commission Électorale Nationale?*
*(% qui répondent « partiellement » ou « très »)*

**Figure 5: Variations de la confiance publique envers les commissions électorales nationales** | les plus grandes régressions | 2005-2015

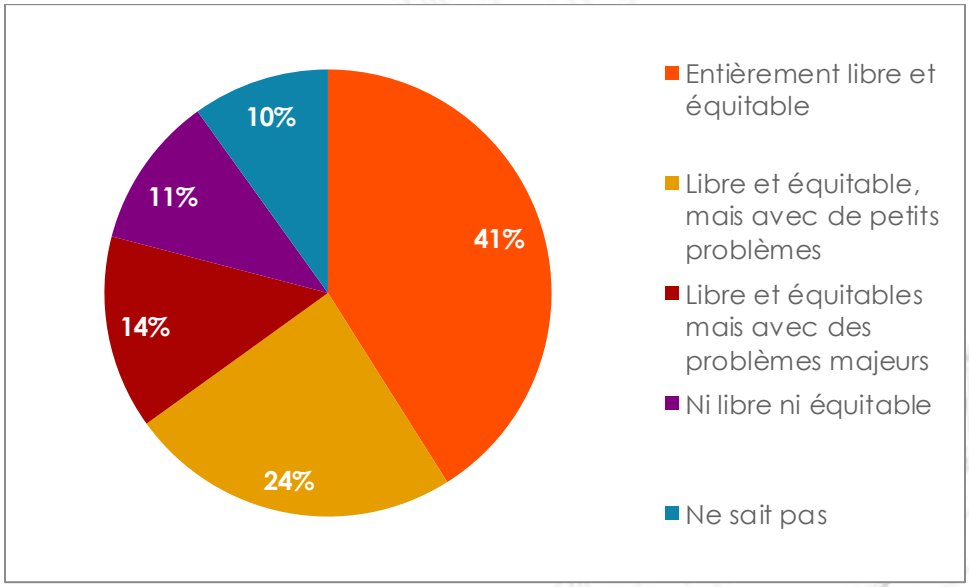



**Question posée aux répondants:** *Faites-vous confiance à chacune des institutions suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler: La Commission Électorale Nationale? (% qui répondent « partiellement » ou « très »)*

## Caractère libre et équitable des élections

Les appréciations des citoyens sur la qualité de leurs élections surpassent leur confiance en leur commission électorale: Deux-tiers (65%) affirment que leur toute dernière élection était soit « entièrement libre et équitable » (41%) ou « libre et équitable, mais avec de petits problèmes » (24%) (Figure 6).

**Figure 6: Caractère libre et équitable des élections** | 36 pays | 2014/2015

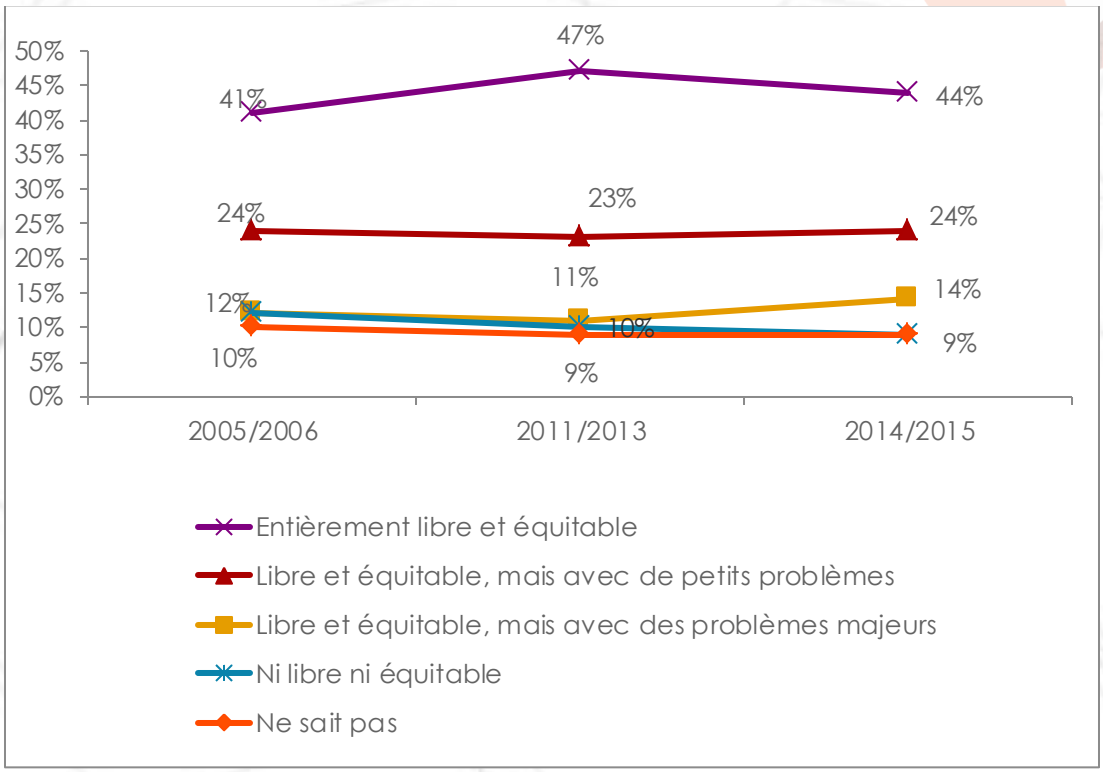



**Question posée aux répondants:** *Dans l'ensemble, à quel point est-ce que les dernières élections nationales de [20xx] étaient-elles libres et équitables?*

Copyright © Afrobaromètre 2016

Cette appréciation globale était assez stable, à travers 34 pays enquêtés en 2011/2013 et à travers 18 pays régulièrement suivis sur la décennie écoulée (Figure 7).

**Figure 7: Caractère libre et équitable des élections** | 18 pays | 2005-2015




**Question posée aux répondants:** *Dans l'ensemble, à quel point est-ce que les dernières élections nationales de [20xx], étaient-elles libres et équitables? (% qui répondent « libres et équitables, mais avec de petits problèmes » ou « entièrement libres et équitables »)*
*(NB: Cette question n'a pas été posée lors du Round 4 d'Afrobaromètre (2008/2009)).*

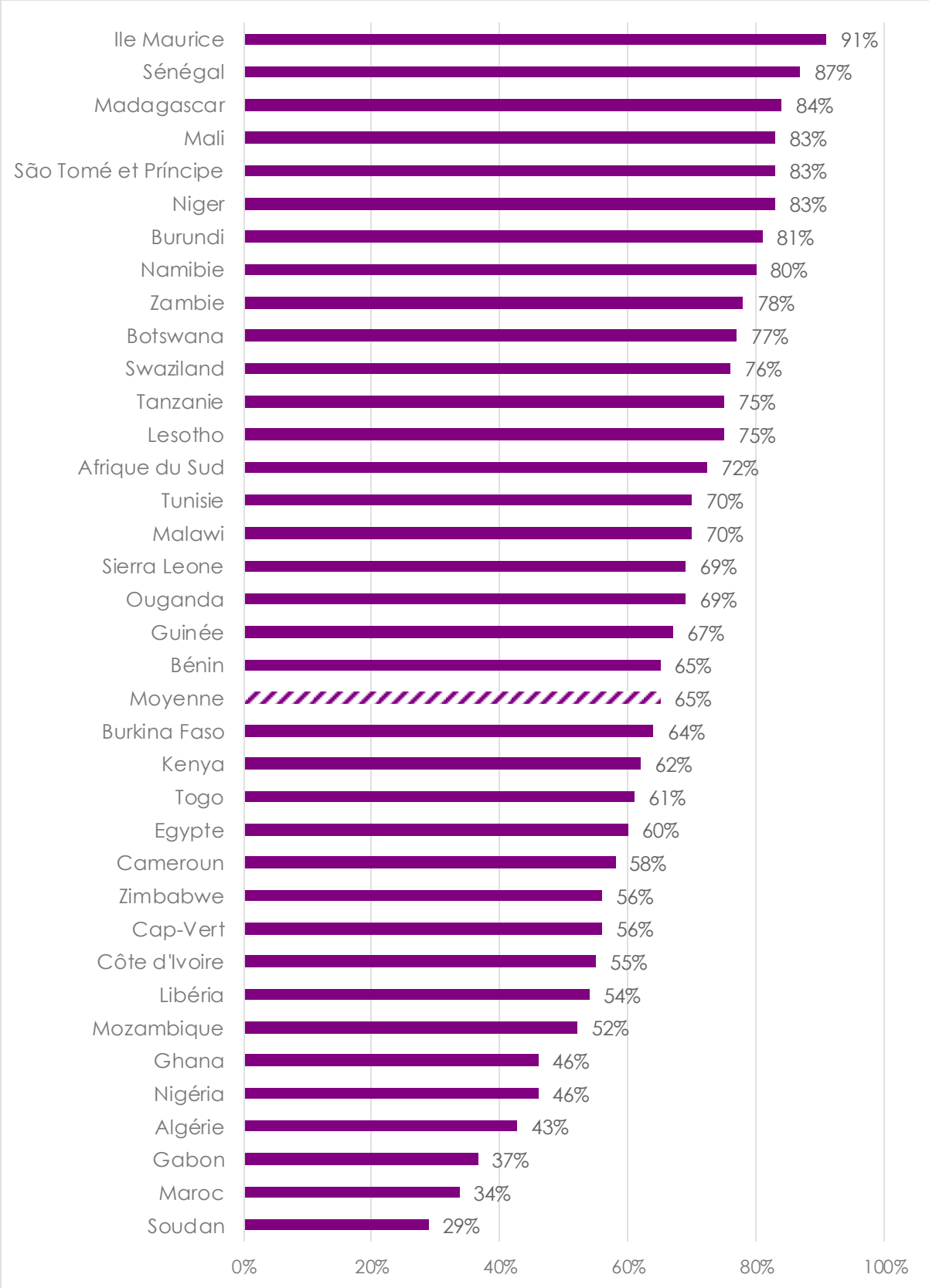
Cependant, les pays varient considérablement dans les perceptions de leurs citoyens sur la qualité globale des élections. En grande majorité, les citoyens des Iles Maurice (91%), du Sénégal (87%), et de Madagascar (84%) affirment que leurs élections étaient complètement ou pour la plupart libres et équitables (Figure 8). Les opinions des Malgaches sur leur élection générale de 2013 sont intrigantes étant donné les récentes préoccupations persistantes sur la gestion des élections dans ce pays. Les opinions des Burundais sur leurs élections de 2010 sont également extrêmement positives (81%), même si ces opinions ont été exprimées bien avant l'élection présidentielle de 2015 rejetée par la communauté internationale.

En revanche, seule une minorité considèrent leurs élections libres et équitables au Soudan (29%), au Maroc (34%), au Gabon (37% pour les élections de 2011), en Algérie (43%), au Nigéria (46%), et au Ghana (46%).

Dans les pays, les hommes et les femmes affichent des appréciations similaires quant à la qualité des élections. Mais les résidents ruraux sont plus enclins à considérer les élections libres et équitables que les résidents urbains, à 69% contre 60%, ce qui reflète peut-être la quantité et la qualité des informations qui parviennent aux résidents ruraux et le fait que beaucoup de partis au pouvoir investissent fortement dans les zones rurales. Les écarts entre les perceptions rurales et urbaines quant à la qualité des élections sont les plus prononcés au Burundi (85% en milieu rural contre 55% en milieu urbain), au Zimbabwe (63% contre 43%), au Burkina Faso (68% contre 48%), et au Togo (69% contre 50%) (Figure 9).

Copyright © Afrobaromètre 2016

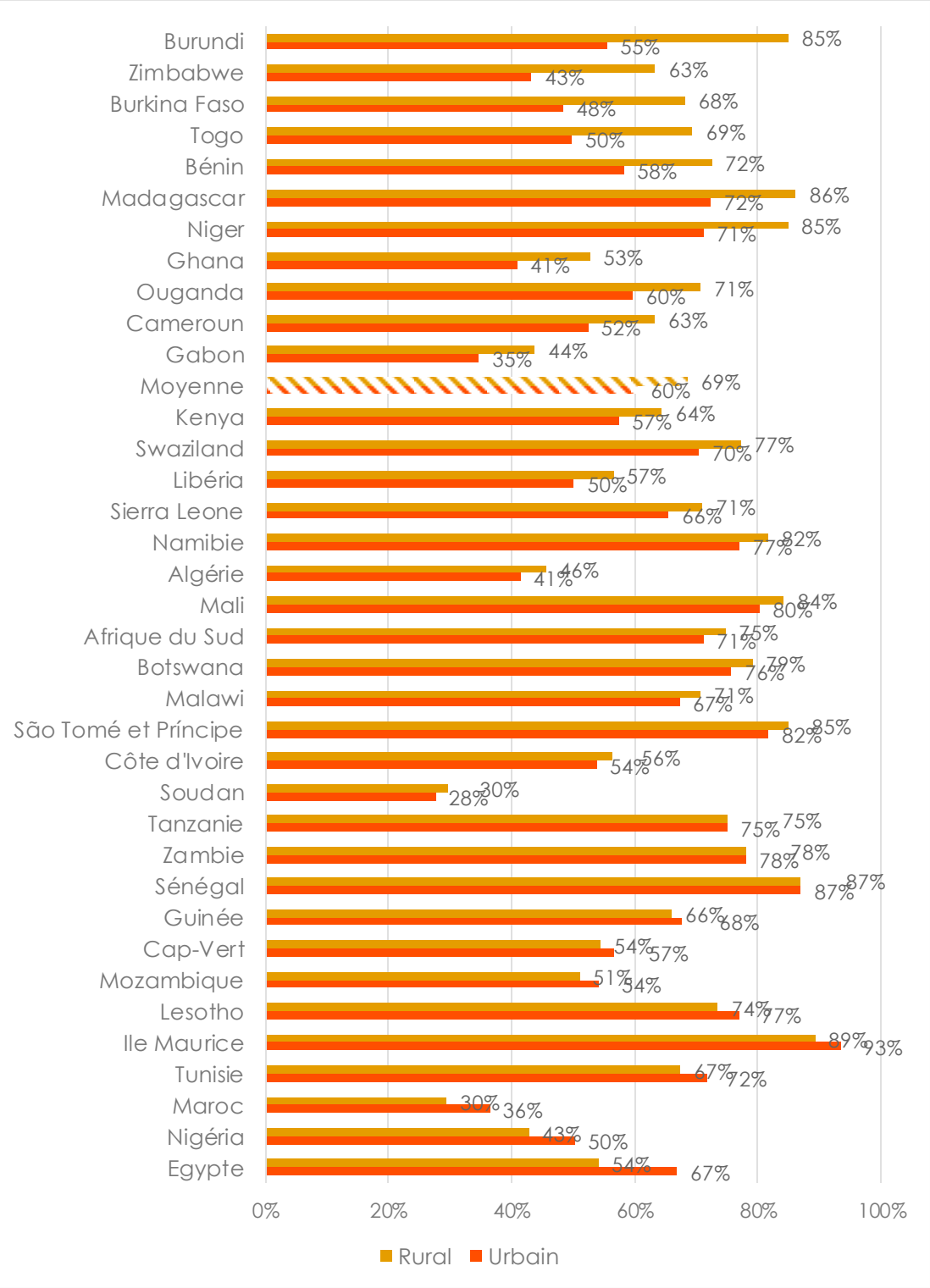
**Figure 8: Caractère libre et équitable des élections** | 36 pays | 2014/2015




**Question posée aux répondants:** *Dans l'ensemble, à quel point est-ce que les dernières élections nationales de [20xx] étaient-elles libres et équitables? (% qui répondent « libres et équitables, mais avec de petits problèmes » ou « entièrement libres et équitables »)*

Copyright © Afrobaromètre 2016

**Figure 9: Ecarts entre zones rurales et urbaines de la perception des élections comme libres et équitables** | 36 pays | 2014/2015

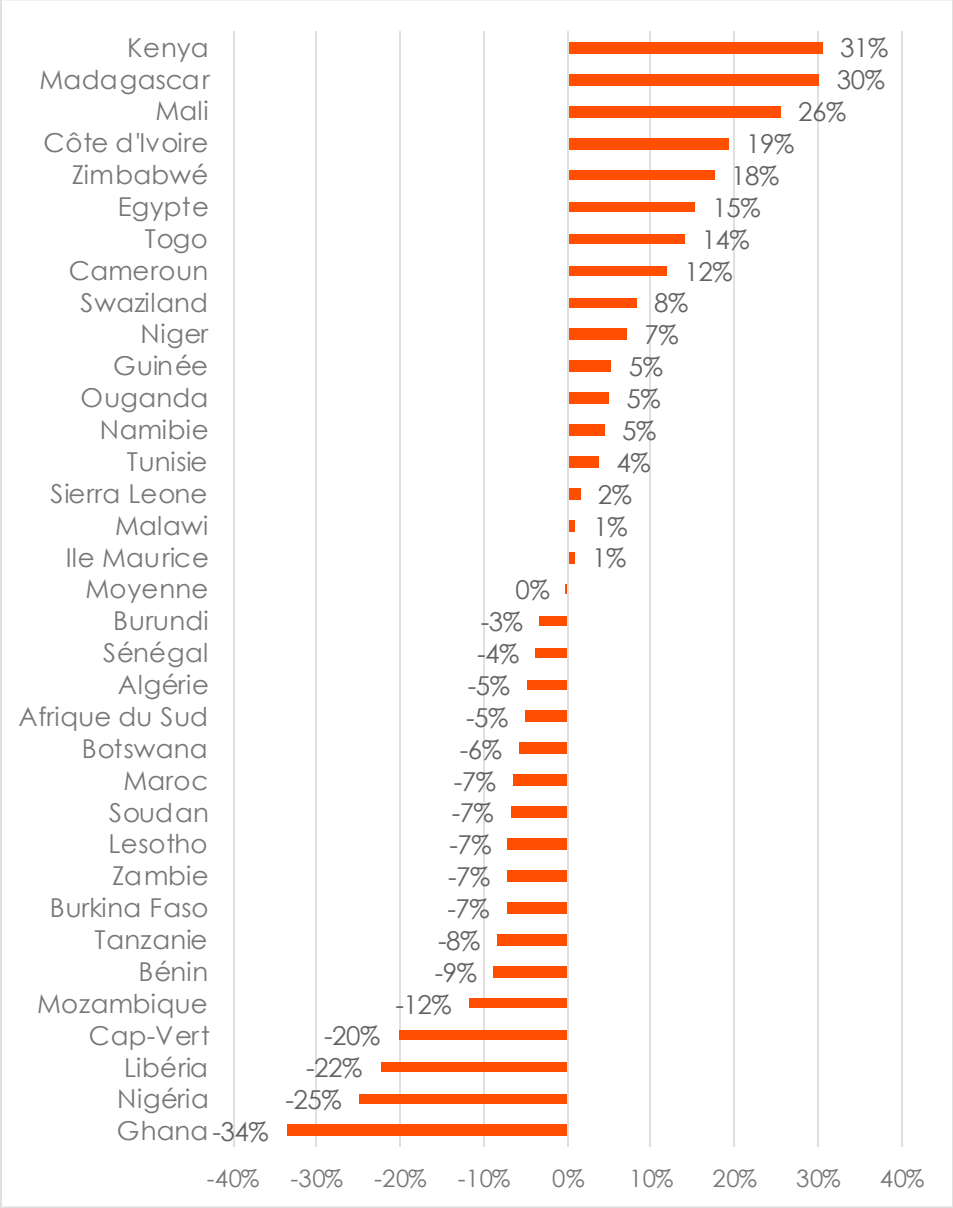



**Question posée aux répondants:** *Dans l'ensemble, à quel point est-ce que les dernières élections nationales de [20xx], étaient-elles libres et équitables? (% qui répondent « libres et équitables, mais avec de petits problèmes » ou « entièrement libres et équitables »)*

Même si les appréciations moyennes de la qualité des élections sont demeurées quelque peu stables dans le temps, les pays pris individuellement ont connu des variations considérables. Depuis le précédent round d'enquêtes en 2011/2013, la proportion des

Kenyans qui considèrent leur toute dernière élection nationale complètement ou en grande partie libre et équitable s'est accrue de 31 points de pourcentage, et un accroissement pareil est observé à Madagascar (30 points) et au Mali (26 points). A l'opposé se retrouvent le Ghana (une régression de 34 points de pourcentage), le Nigéria (25 points), et le Libéria (22 points) (Figure 10).

**Figure 10: Caractère libre et équitable des élections dans le temps** | 34 pays | 2011-2015




*La figure expose les accroissements ou régressions, en points de pourcentage, de 2011/2013 à 2014/2015 de la proportion des répondants qui affirment que leur toute dernière élection était « entièrement libre et équitable » ou « libre et équitable, mais avec de petits problèmes »*

Quand on examine la décennie écoulée, la proportion des citoyens qui considèrent leur toute dernière élection complètement ou en grande partie libre et équitable s'est accrue de 49 points de pourcentage en Zambie, 27 points au Malawi, 20 points au Zimbabwe, et 19 points au Mali (Figure 11). Ceci ne signifie pas nécessairement que ces pays aient eu des opinions très positives sur la qualité des élections, mais juste qu'il s'est opéré un grand changement positif. Par exemple, au Zimbabwe, même si les appréciations positives se sont

accrues de 20 points de pourcentage depuis 2005 (après les élections véritablement viciées de 2002), seulement 56% des citoyens affirment encore en 2014/2015 que l'élection de 2013 était libre et équitable (Figure 12a).

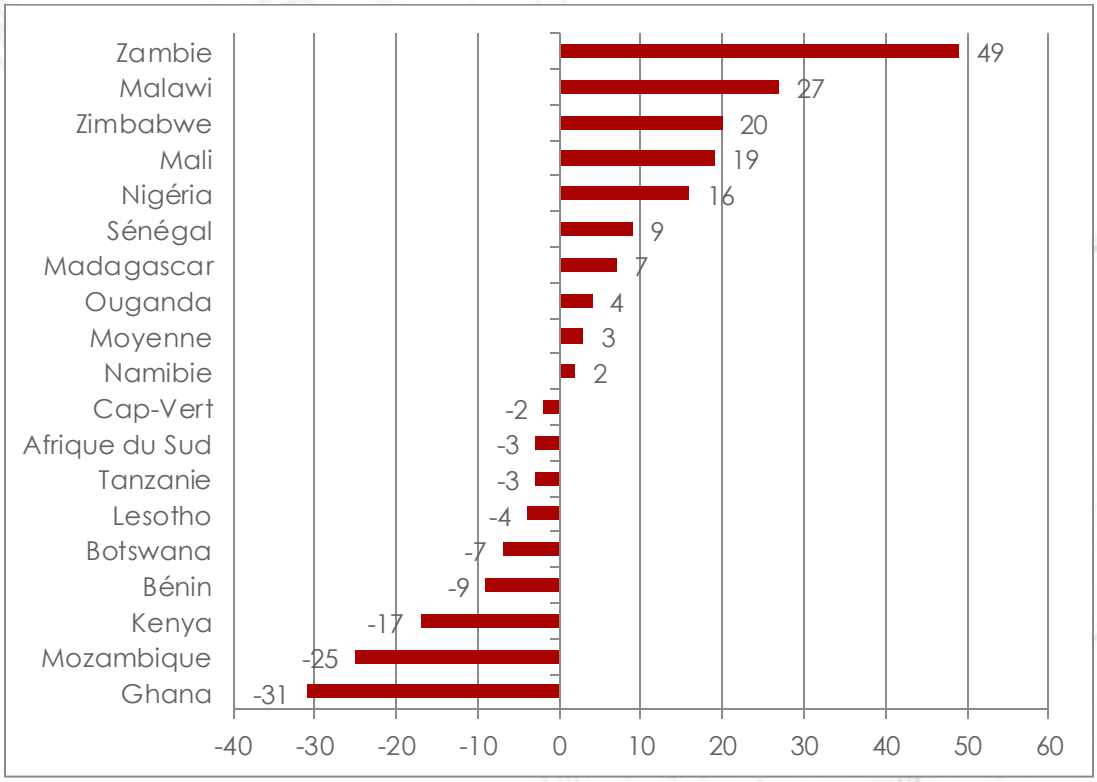
Surtout, plusieurs pays dont les spécialistes des élections affirment qu'ils font des progrès en matière de gestion électorale ont connu des régressions fortes dans l'opinion publique au sujet de la qualité des élections, y compris le Ghana (une régression de 31 points de pourcentage), le Kenya (17 points), et le Bénin (9 points) (Figure 12b).

Comme avec la confiance publique envers les commissions électorales, ces régressions reflètent peut-être une compétition politique de plus en plus vibrante et des attentes plus élevées de la part des citoyens quant à ce qu'une bonne élection devrait être.

De plus, les tendances sur la décennie écoulée peuvent dissimuler des accroissements ou régressions significatifs temporaires dans les perceptions des citoyens quant à la qualité des élections, étant donné que ces dernières dépendent fortement du contexte d'une élection particulière. Certaines des plus grandes variations ont été observées au Kenya, à Madagascar, et au Nigéria (Figure 12c). Au Kenya, les répondants à l'enquête de 2011 ont jugé les élections générales violentes de 2007 très mal conduites, contrairement à des opinions beaucoup plus positives pour les élections générales de 2013. Cependant, les appréciations des élections de 2013 sont quand-même plus défavorables que celles données au cours de l'enquête de 2005 (au sujet des élections générales de 2002).

En ce qui concerne le Nigéria, les élections de 2011 ont marqué un point culminant dans l'appréciation de la qualité des élections, après les élections totalement viciées de 2003 et 2007. Cependant, au fort des tensions pré-électorales de 2015, les citoyens ont peut-être commencé à changer même leur appréciation des élections de 2011 à la lumière de ce qu'ils ont perçu comme problèmes potentiels dans les joutes à venir.

**Figure 11: Variations dans les perceptions du caractère libre et équitable des élections** | 18 pays | 2005-2015

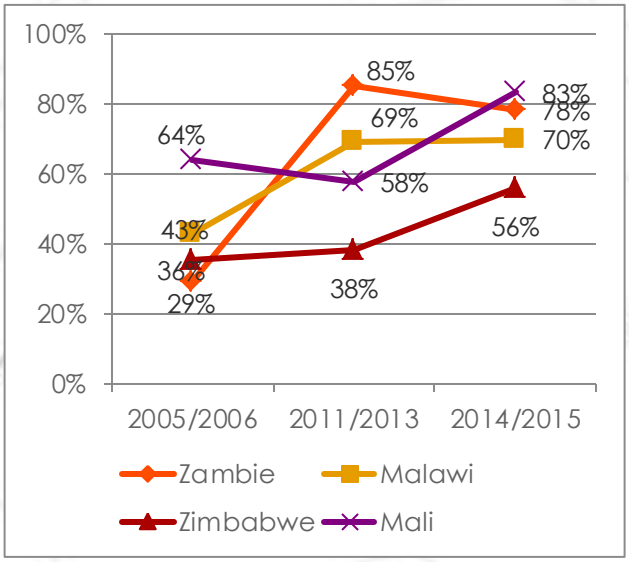



*La figure expose les accroissements ou régressions, en points de pourcentage, de 2005/2006 à 2014/2015 de la proportion des répondants qui affirment que leur toute dernière élection était « entièrement libre et équitable » ou « libre et équitable, mais avec de petits problèmes »*

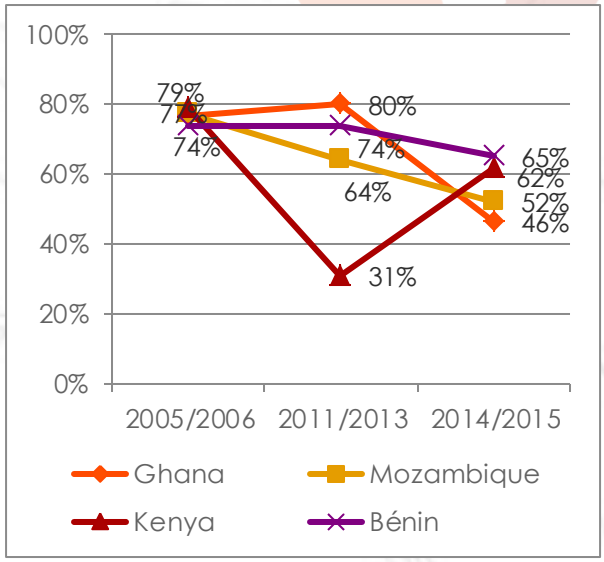
Copyright © Afrobaromètre 2016

**Figure 12: Variations dans les perceptions du caractère libre et équitable des élections** | les plus grands accroissements et régressions | 2005-2015

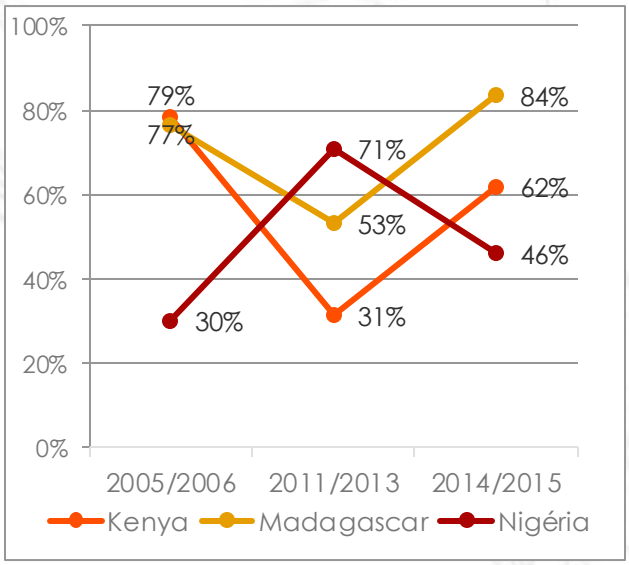
**12a: Les plus grands accroissements**




**12b: Les plus grandes régressions**




**12c: Variations dramatiques**




**Question posée aux répondants:**
*Dans l'ensemble, à quel point est-ce que les dernières élections nationales de [20xx] étaient-elles libres et équitables? (% qui répondent « libres et équitables, mais avec de petits problèmes » ou « entièrement libres et équitables »)*

## *Qualité des élections: Appréciation des citoyens contre celle des « experts »*

La comparaison des résultats de l'enquête d'Afrobaromètre avec les indices de Freedom House et du Electoral Integrity Project suggère que les citoyens arrivent généralement aux mêmes conclusions à propos de la qualité des élections que les experts qui ont accès aux rapports d'observation des élections, au feedback des leaders politiques, et à toute autre information spécialisée.

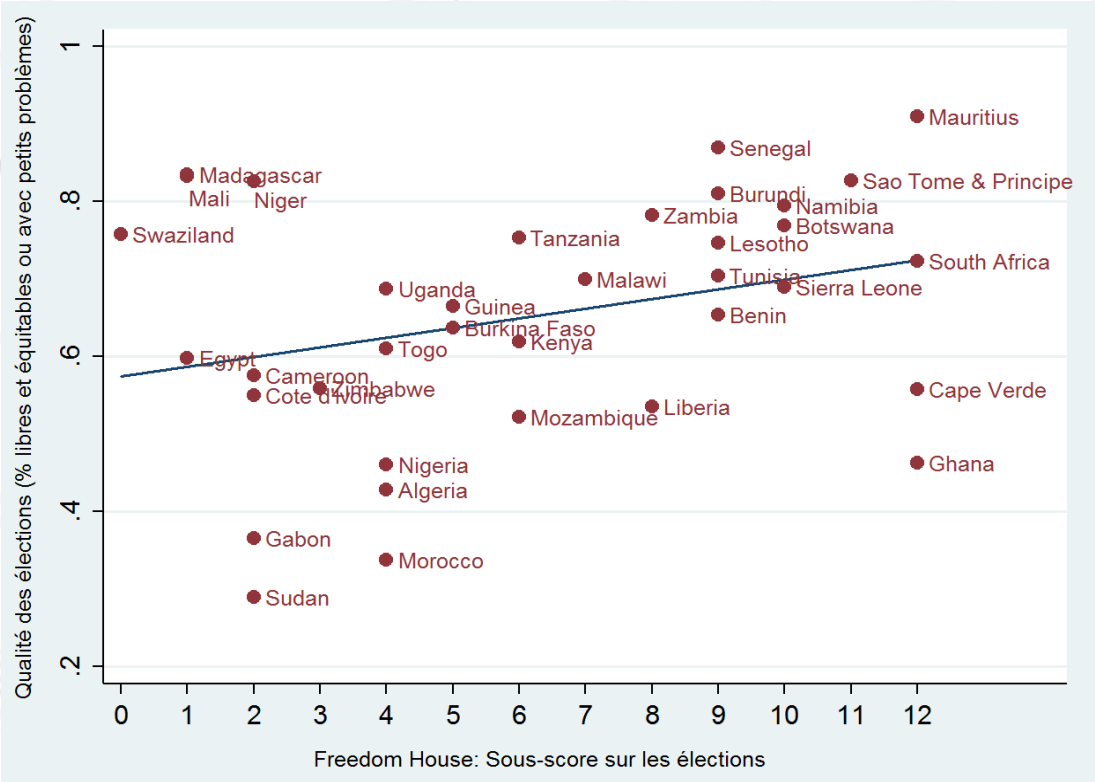
En dehors de ses appréciations globales des libertés civile et politique, Freedom House alloue un sous-score à la qualité des élections (Freedom House, 2009-2016).[2] Ces scores de

[2] Les scores électoraux Freedom House utilisés ici correspondent aux élections sur lesquelles le questionnaire d'Afrobaromètre a porté. Par exemple, les Kenyans ont été questionnés sur les élections de 2013 au cours de l'enquête d'Afrobaromètre, donc les scores électoraux Freedom House utilisés sont ceux de 2013.

Copyright © Afrobaromètre 2016

Freedom House et les perceptions des citoyens sur la qualité des élections sont modérément corrélés (à 0.30, p < 0.076) (Figure 13). Lorsqu'on enlève de l'analyse quatre pays dont les citoyens évaluent la qualité des élections bien mieux que les experts (Madagascar, Mali, Niger, et Swaziland, figurant dans le coin supérieur gauche de la figure), la corrélation est beaucoup plus forte (à 0.59, p < 0.000). Les citoyens de deux pays (le Ghana et le Cap-Vert, dans le coin inférieur droit de la figure) sont sensiblement plus critiques que les experts.

**Figure 13: Qualité des élections: Appréciations des citoyens contre celles de Freedom House** | 36 pays | 2014/2015




*Coefficient de corrélation : 0.30, corrélation bilatérale de Pearson à p < 0.076*
*Sources: Afrobaromètre et Freedom House*

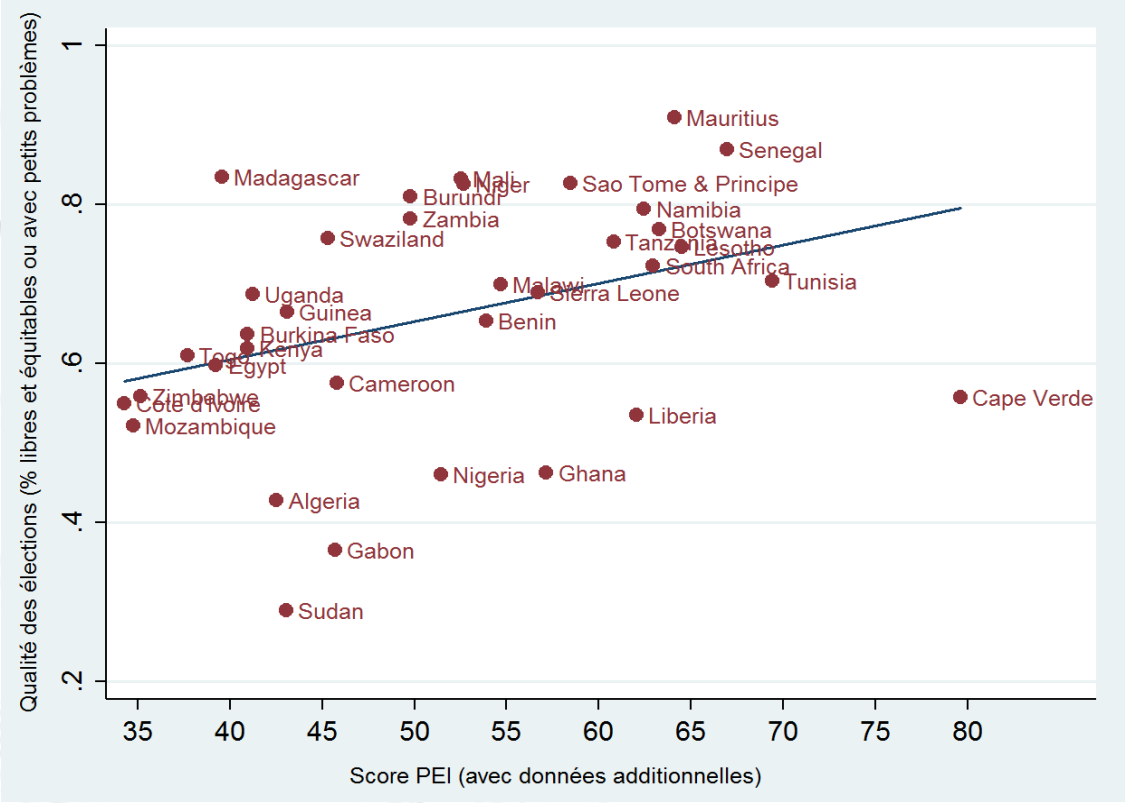
Une autre source d'opinion experte est l'Index des Perceptions de l'Intégrité des Elections (Perceptions of Election Integrity, ou PEI) du Electoral Integrity Project (Norris, Martínez i Coma, Nai, & Groemping, 2016), qui a enquêté auprès des experts sur la qualité des élections depuis 2012 à travers 49 domaines (par exemple enregistrement des électeurs et liste électorale, liberté de presse). PEI calcule un score global pour chaque élection à l'aide des résultats des enquêtes auprès des experts. Les scores globaux imputés (inclus dans la série de données de PEI) utilisés dans cette analyse normalisent les données absentes de l'enquête des experts. Pour les 18 pays dont les données PEI et Afrobaromètre sont disponibles, les opinions des citoyens et des experts sur la qualité des élections sont corrélés (à 0.34, p < 0.171).

Même si les scores de l'index PEI n'ont été calculés que pour les élections de 2012 à 2015, nous pouvons, avec un codage additionnel en format PEI[3], calculer un score PEI pour toutes les élections couvertes dans le questionnaire du Round 6 d'Afrobaromètre. L'addition des données en format PEI pour 17 pays ne figurant pas dans les données de PEI rapporte une corrélation similaire (à 0.36, p < 0.031) (Figure 14).

[3] Dans le cadre de son projet de thèse, Peter Penar a codé les élections non incluses dans le PEI depuis 2000 à l'aide de la même enquête PEI. Ces données ont été fusionnées avec les données existantes de PEI pour produire la Figure 14.

Ainsi, les comparaisons avec les appréciations aussi bien de Freedom House que de PEI suggèrent que la grande partie des citoyens tire les mêmes conclusions que les experts quant à la qualité des élections.

**Figure 14: Qualité des élections: Appréciations des citoyens contre Index des Perceptions de l'Intégrité des Elections (imputé) et données additionnelles** | 35 pays* | 2014/2015




*Coefficient de corrélation : 0.36, corrélation bilatérale de Pearson à p < 0.031*
*Sources: Afrobaromètre, PEI 4.0, codage original au format PEI de Penar. (* Pas de données disponibles pour le Maroc.)*

## Eléments déterminants de la qualité d'une élection

Une élection libre et transparente présuppose que les candidats bénéficient d'une égalité des chances et que les électeurs bénéficient aussi d'un environnement sûr pour pouvoir exprimer leurs préférences. Les élections sont des cycles complets incluant des éléments d'avant le jour du scrutin (enregistrement des électeurs, mise à jour de la liste électorale), du jour du scrutin (vote), et d'après le jour du scrutin (décompte des votes, proclamation des résultats). L'enquête 2014/2015 d'Afrobaromètre a posé des questions aux citoyens sur leur sécurité personnelle pendant les campagnes électorales et dans les bureaux de vote, l'aptitude de l'opposition à battre librement campagne, la couverture médiatique de tous les candidats, l'impartialité du décompte des votes, et la corruption des électeurs.

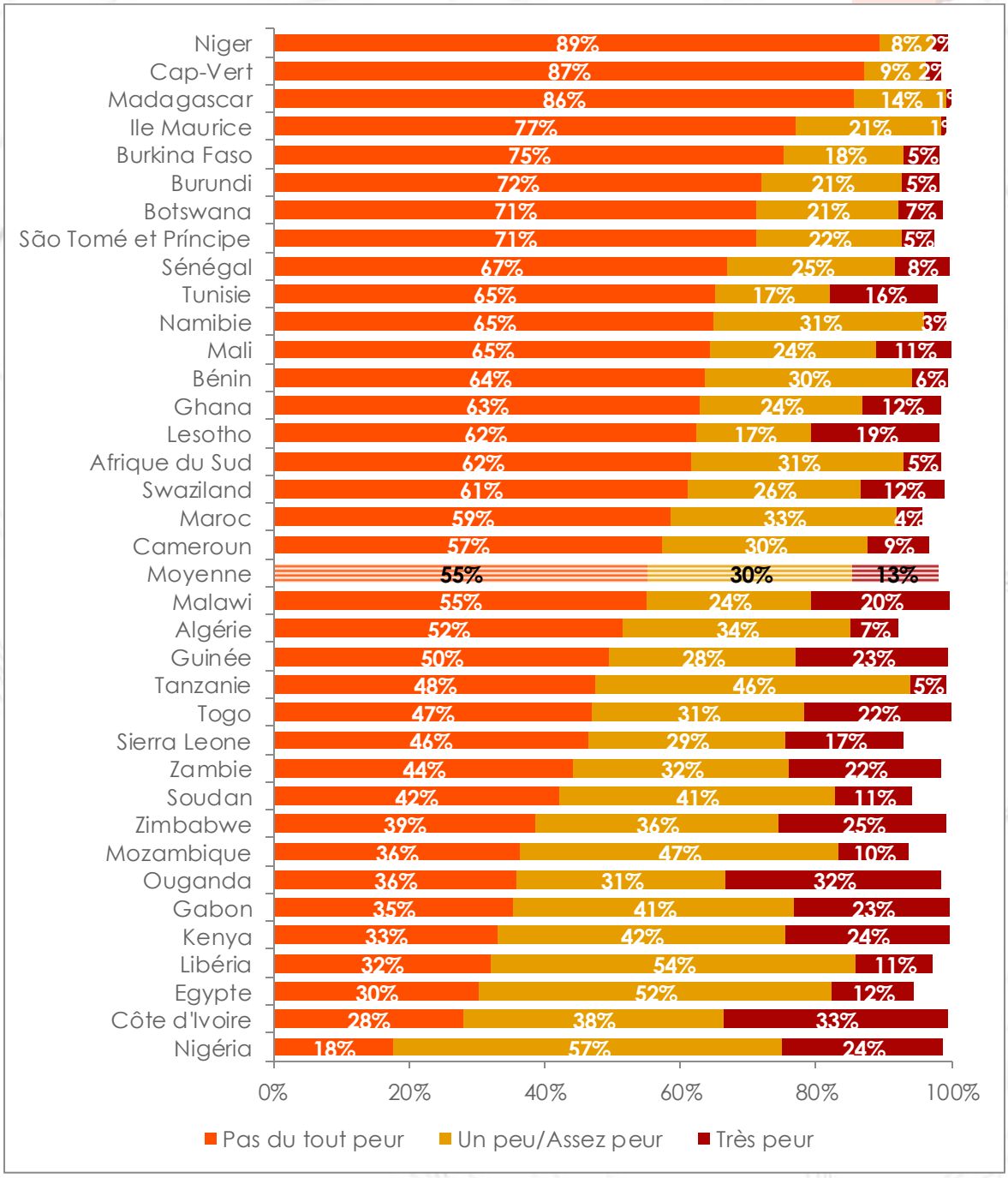
### *Crainte pendant les campagnes électorales et dans les bureaux de vote*

La garantie de la sécurité des électeurs pendant les campagnes électorales et dans les bureaux de vote constitue un aspect important de la protection de la liberté d'expression des citoyens par rapport à leur conviction politique. Les forces de sécurité gouvernementales peuvent protéger les électeurs contre les violences politiques ponctuelles, mais elles peuvent également servir à réprimer la dissidence politique et à intimider les électeurs sous le couvert d'assurer la sécurité publique.

Copyright © Afrobaromètre 2016

À travers 36 pays, la majorité (55%) des répondants affirment ne jamais craindre d'être victime d'intimidation ou de violence pendant les campagnes électorales, tandis que 30% affirment craindre « un peu » ou « assez » cette éventualité et que 13% affirment « très » craindre la violence (Figure 15).

**Figure 15: Peur pendant les campagnes électorales** | 36 pays | 2014/2015



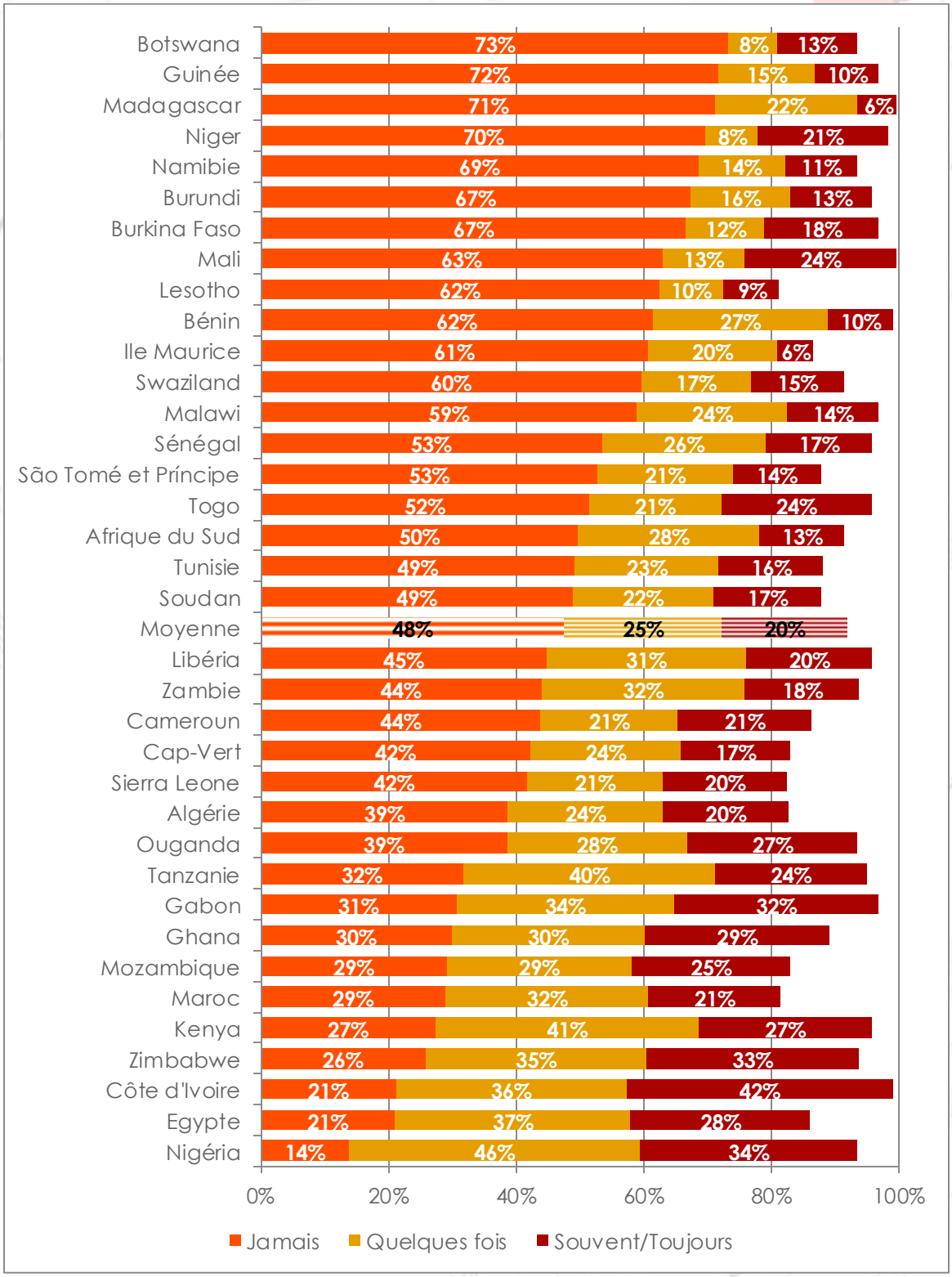

**Question posée aux répondants:** *Pendant les campagnes électorales dans ce pays, à quel degré avez-vous eu peur d'être victime d'intimidation ou de violence politique?*

La crainte est la plus commune dans les pays qui ont déjà connu des violences électorales et des conflits civils, tel que la Côte d'Ivoire (où 33% des citoyens affirment d'avoir « très » peur), l'Ouganda (32%), le Zimbabwe (25%), le Kenya (24%), et le Nigéria (24%). À l'opposé, presque neuf sur 10 citoyens au Niger, au Cap-Vert, et à Madagascar affirment qu'ils n'ont « pas du tout » peur durant les campagnes électorales.

Copyright © Afrobaromètre 2016

De même, environ la moitié (48%) des répondants affirment que les électeurs ne sont « jamais » menacés de violence dans les bureaux de vote le jour du scrutin (Figure 16). Mais des minorités importantes affirment que les électeurs sont « quelques fois » (25%), « souvent » (12%), ou « toujours » (8%) menacés de violence.

**Figure 16: Menaces de violence dans les bureaux de vote** | 36 pays | 2014/2015




**Question posée aux répondants:** *À votre avis, combien les situations suivantes surviennent lors des élections dans ce pays: Les électeurs sont menacés de violence dans les bureaux de vote?*

Au niveau global, il n'y a que de petites différences entre les habitants des zones urbaines et ceux des zones rurales et entre les hommes et les femmes dans leurs appréciations de la fréquence à laquelle les électeurs subissent des menaces.

Les citoyens du Botswana, de la Guinée, et de Madagascar sont moins enclins à exprimer des inquiétudes relativement à la violence dans les bureaux de vote: Plus de 70% affirment que cela n'arrive « jamais ». Les Guinéens, qui ont connu des violences électorales par le passé, semblent faire une différence entre les violences liées aux campagnes électorales (que 50% seulement affirment ne « pas du tout » craindre) et la menace de violences le jour du scrutin (dont 72% affirment qu'elle n'arrive « jamais »). Ceci affirme que les préoccupations des citoyens relativement à la violence peuvent varier en fonction du stade dans le cycle électoral.

Ensemble, les résultats d'enquête suggèrent que la peur fait bel et bien partie du processus électoral dans un certain nombre de pays africains, surtout au Nigéria, en Côte d'Ivoire, en Egypte, au Gabon, au Kenya, et au Zimbabwe. Ceci pourrait remettre en question la légitimité du processus électoral, étant donné que la violence et l'intimidation peuvent servir de moyens de pression pour étouffer les activités de campagne, les taux de participation, et les activités de la société civile destinées à garantir une élection libre et transparente.

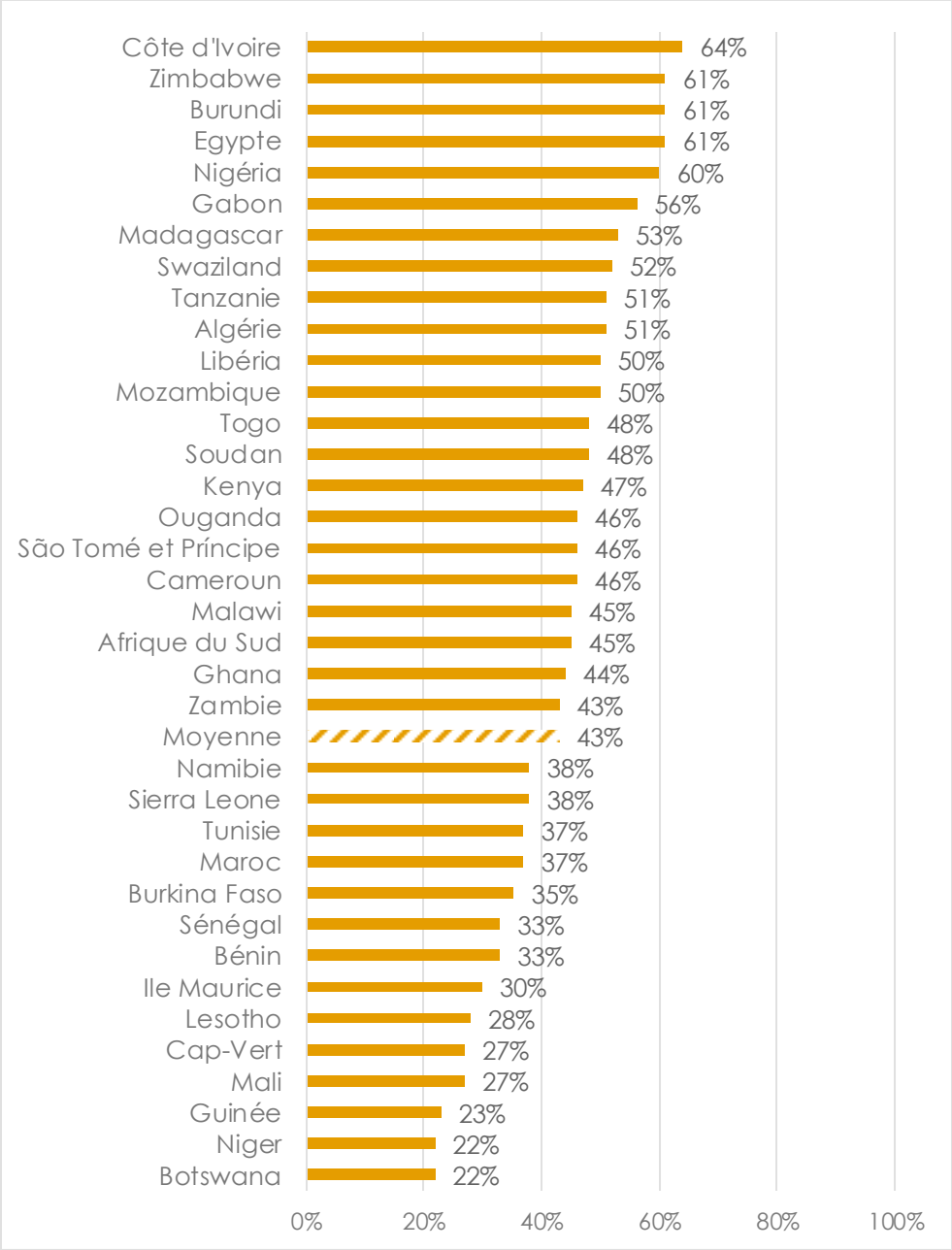
## *La capacité de l'opposition à se présenter*

Même si des élections multipartites ne peuvent pas avoir lieu sans candidats de l'opposition, il existe une variation considérable d'un pays à l'autre quant à la liberté d'action dont dispose l'opposition. Beaucoup de plaintes liées au processus électoral sont relatives à un traitement des partis de l'opposition jugé injuste, et conduisant parfois à des manifestations et au boycott des élections.

Les résultats d'enquêtes suggèrent que beaucoup de pays africains n'honorent pas entièrement l'esprit de la concurrence politique multipartite et cherchent plutôt à interférer avec ou à limiter la liberté des partis et candidats de l'opposition. En moyenne, 43% des répondants affirment que les candidats de l'opposition sont « quelques fois, » « souvent, » ou « toujours » empêchés de se présenter aux élections. Des majorités dans 12 pays affirment que les candidats de l'opposition sont tout au moins « quelques fois » empêchés de se présenter. Cette opinion est la plus commune en Côte d'Ivoire (64%), au Zimbabwe (61%), au Burundi (61%), en Egypte (61%), au Nigéria (60%), et au Gabon (56%) (Figure 17). Les perceptions de l'exclusion de l'opposition sont les plus basses au Botswana (22%), au Niger (22%), et en Guinée (23%).

Faites vos propres analyses des données d'Afrobaromètre – sur n'importe quelle question, pays, ou période. C'est facile et gratuit au www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

**Figure 17: Entraves au droit des candidats de l'opposition de se présenter aux élections** | 36 pays | 2014/2015




**Question posée aux répondants:** *À votre avis, combien les situations suivantes surviennent lors des élections dans ce pays: Les candidats de l'opposition sont empêchés de se présenter? (% qui affirment « quelques fois », « souvent », ou « toujours »)*

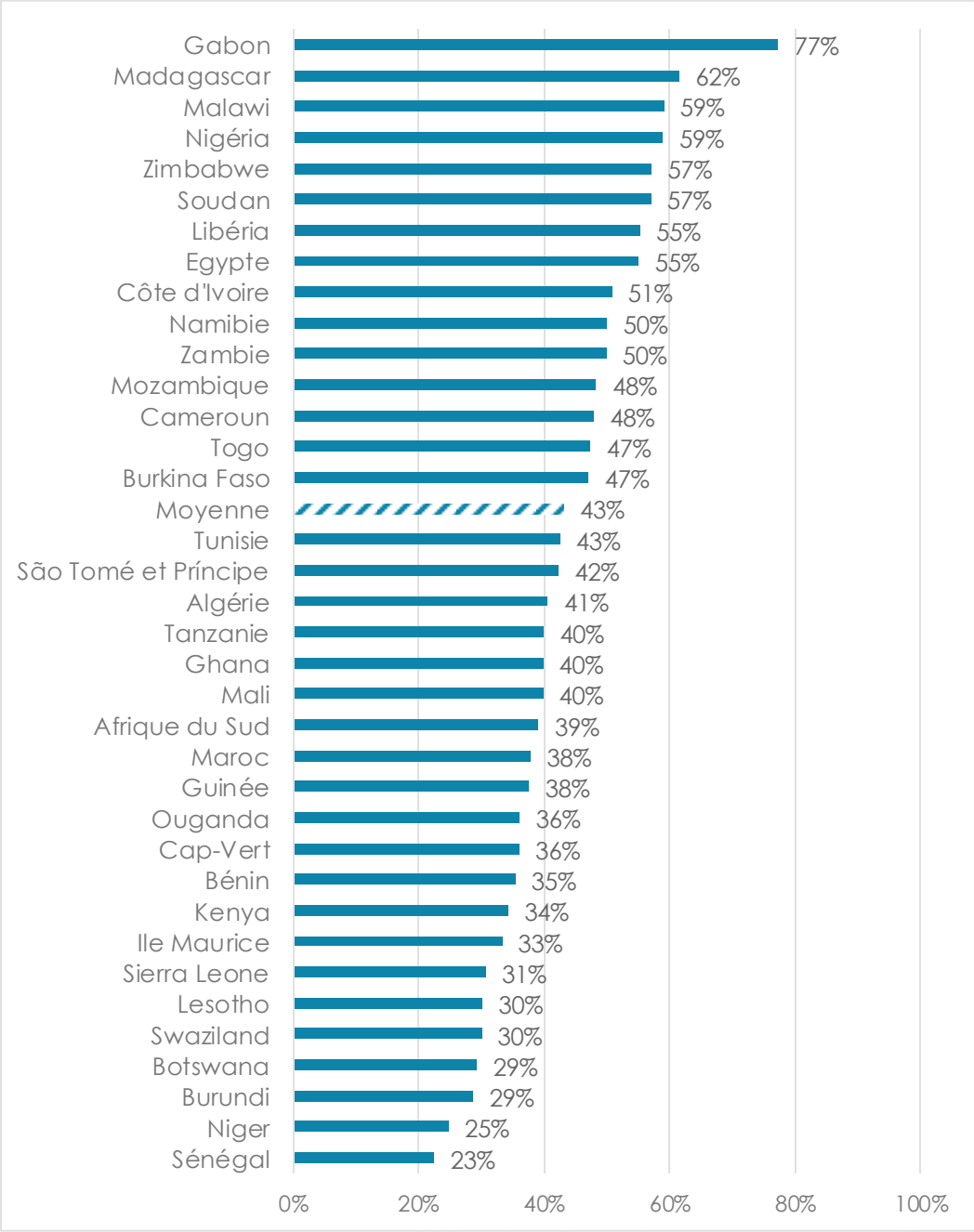
## *Couverture médiatique des élections*

Bien que les rapports d'observation d'élections mentionnent souvent un parti pris dans la couverture médiatique, surtout dans les pays où il existe des médias contrôlés par l'état, les efforts de la société civile et des organismes internationaux de développer des cadres règlementaires relatifs aux médias et de s'engager dans la surveillance des médias pendant les élections pourraient contribuer à une couverture plus équitable. En outre, quelques pays ont connu l'expansion des médias privés, qui peuvent offrir une plus grande couverture.

Néanmoins, plus de quatre sur 10 Africains (43%) affirment que les médias ne couvrent « jamais » ou que « quelque fois » tous les candidats équitablement (Figure 18). Les Gabonais

sont les plus critiques du parti pris des médias (77%), suivis des citoyens de Madagascar (62%), du Malawi (59%), du Nigéria (59%), du Zimbabwe (57%), et du Soudan (57%). La plupart des citoyens au Sénégal, au Niger, au Burundi (fin 2014), et au Botswana affirment que les médias offrent effectivement une couverture équitable à tous les candidats.

**Figure 18: Perceptions de la couverture médiatique biaisée** | 36 pays | 2014/2015




**Question posée aux répondants:** *À votre avis, combien les situations suivantes surviennent lors des élections dans ce pays: Les médias couvrent équitablement tous les candidats? (% qui répondent « jamais » ou « quelques fois »)*

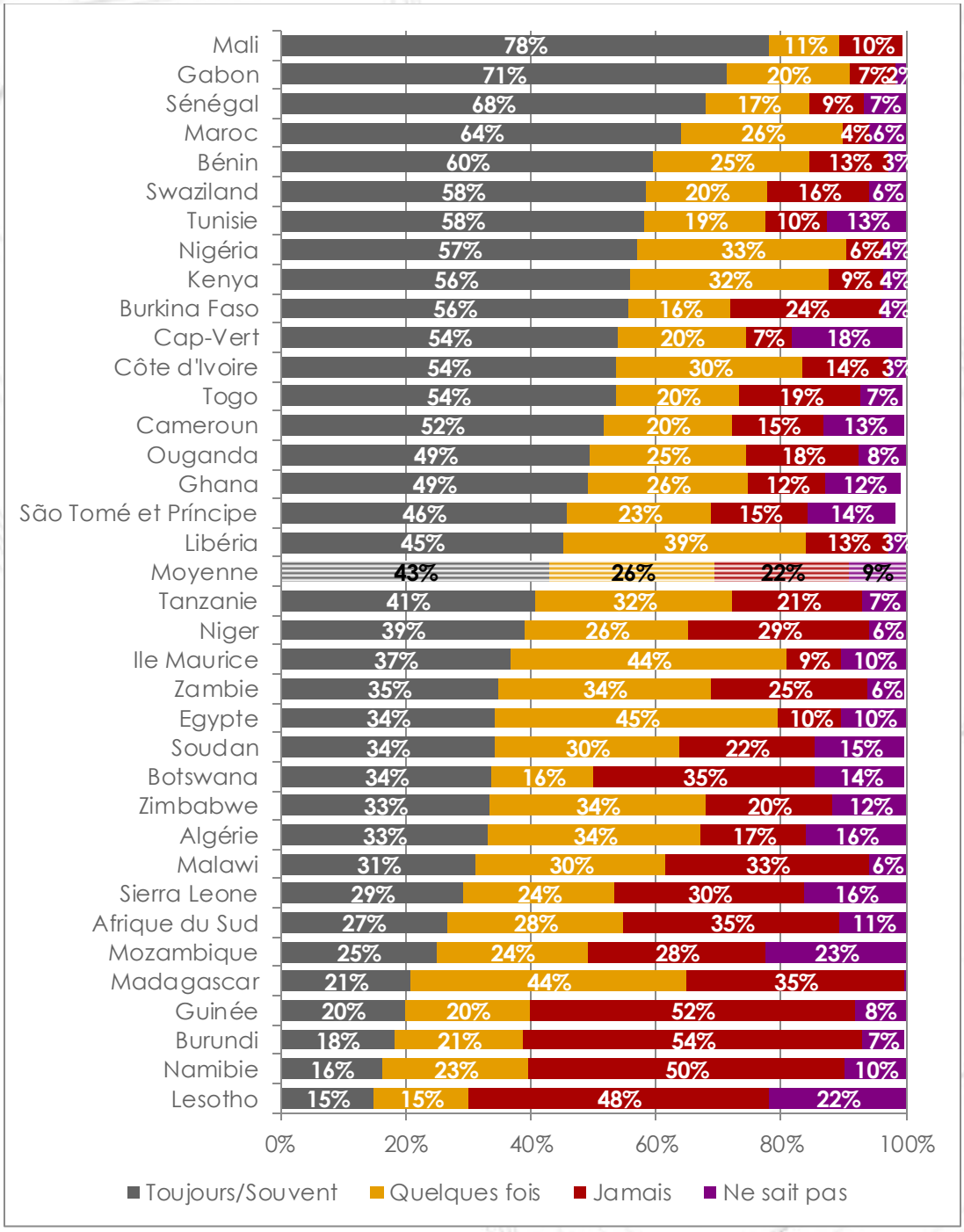
## *Corruption des électeurs*

L'échange d'argent comptant ou de « cadeaux » contre des votes est généralement illégal et donc difficile à observer directement. Même si les preuves disponibles remettent en cause l'efficacité des achats de vote (confère, par exemple, Bratton, 2008), les résultats d'enquête suggèrent qu'elle persiste comme stratégie courante de campagne.

Copyright © Afrobaromètre 2016

Presque sept Africains sur 10 (69%) affirment que les électeurs sont soudoyés au moins « quelques fois »; 43% affirment que cela arrive « souvent » ou « toujours » (Figure 19). La corruption des électeurs est considérée comme dominante au Mali (78% souvent/toujours), au Gabon (71%), et au Sénégal (68%). En revanche, moins d'un sur cinq des citoyens du Lesotho (15%), de la Namibie (16%), et du Burundi (18%) pensent que les électeurs sont d'habitude soudoyés. Les citadins sont plus enclins que les résidents ruraux à affirmer que les électeurs sont « souvent » ou « toujours » soudoyés (48% contre 40%), alors que les hommes et les femmes sont à peu près pareillement enclins à avoir cette opinion.

**Figure 19: Fréquence de corruption des électeurs pendant les élections** | 36 pays | 2014/2015



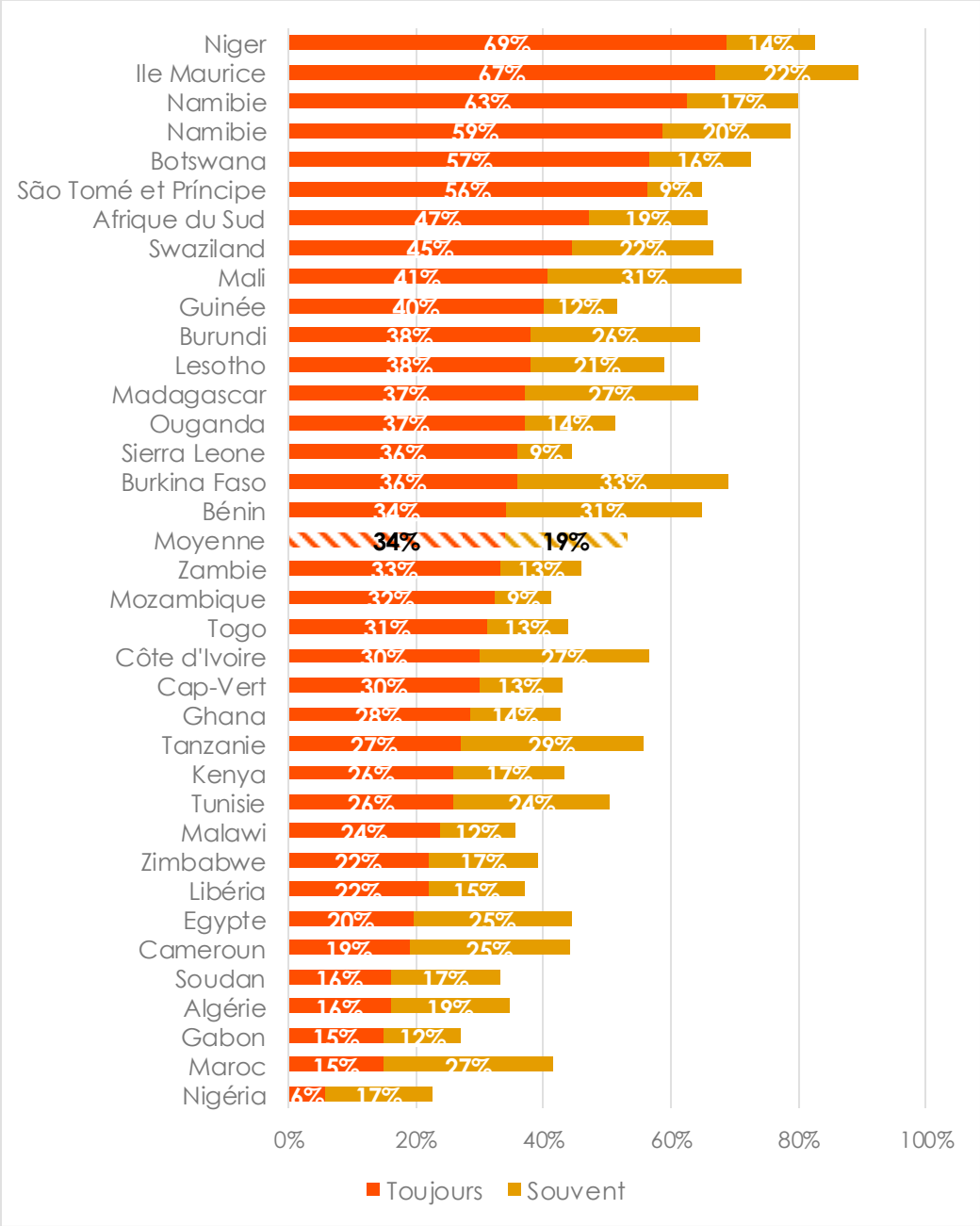

**Question posée aux répondants:** *À votre avis, combien les situations suivantes surviennent lors des élections dans ce pays: Les électeurs sont soudoyés?*

## *Impartialité du décompte des votes*

Le décompte des votes est indiscutablement l'un des éléments les plus importants du processus électoral. Le décompte des votes nécessite une grande compétence logistique ainsi que beaucoup de transparence afin de surmonter le scepticisme public. Des niveaux bas de confiance publique envers le décompte des votes fait courir aux pays un risque de manifestations et de violences post-électorales en réponse à des fraudes et des manipulations électorales perçues.

À travers 36 pays, seulement un tiers (34%) des citoyens pensent que les votes sont « toujours » décomptés avec impartialité (Figure 20), tandis qu'une majorité affirment que le décompte des votes n'est « jamais » (13%) ou que « quelques fois » (25%) impartial. Un sur cinq (19%) affirment que le décompte des votes est « souvent » impartial.

**Figure 20: Impartialité du décompte des votes** | 36 pays | 2014/2015



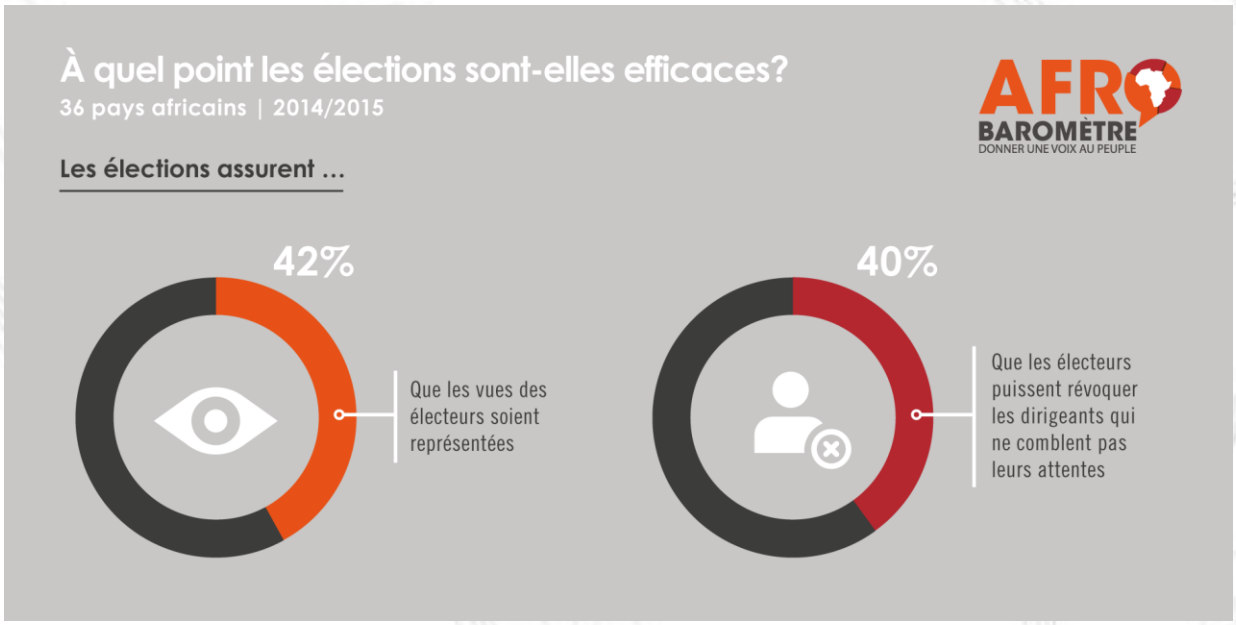

**Question posée aux répondants:** *À votre avis, combien les situations suivantes surviennent lors des élections dans ce pays: Les votes sont équitablement comptés?*

Copyright © Afrobaromètre 2016

De grandes majorités font confiance au décompte des votes au Niger (où 69% affirment qu'il est « toujours » impartial), à l'Ile Maurice (67%), et au Sénégal (63%), mais dans 30 sur 36 pays enquêtés, moins de la moitié de tous les citoyens font entièrement confiance au décompte des votes. Les citoyens du Nigéria (6%), du Maroc (15%), du Gabon (15%), de l'Algérie (16%), et du Soudan (16%) sont les plus sceptiques. (Veuillez consulter le Tableau A.2 en annexe pour les détails.) Comme on pouvait s'y attendre, les pays qui ont connu des manifestations et violences liées aux élections expriment des niveaux assez bas de confiance envers le décompte des votes, y compris le Kenya (26%), le Zimbabwe (22%), et le Nigéria (6%). Les résidents ruraux sont plus enclins à penser que les votes sont comptés avec impartialité que les citadins (57% contre 49%).

## Les élections sont-elles efficaces?

Au-delà des questions de la gestion et de la conduite des élections, Afrobaromètre a posé trois questions pour déterminer si les gens perçoivent l'efficacité des élections comme procédé de choix de dirigeants représentatifs et responsables, en demandant notamment: 1) si les électeurs ont un choix véritable dans les bureaux de vote, 2) à quel point les élections garantissent que les opinions des personnes soient représentées, et 3) à quel point les élections permettent aux électeurs de révoquer les dirigeants qui ne comblent pas leurs attentes.

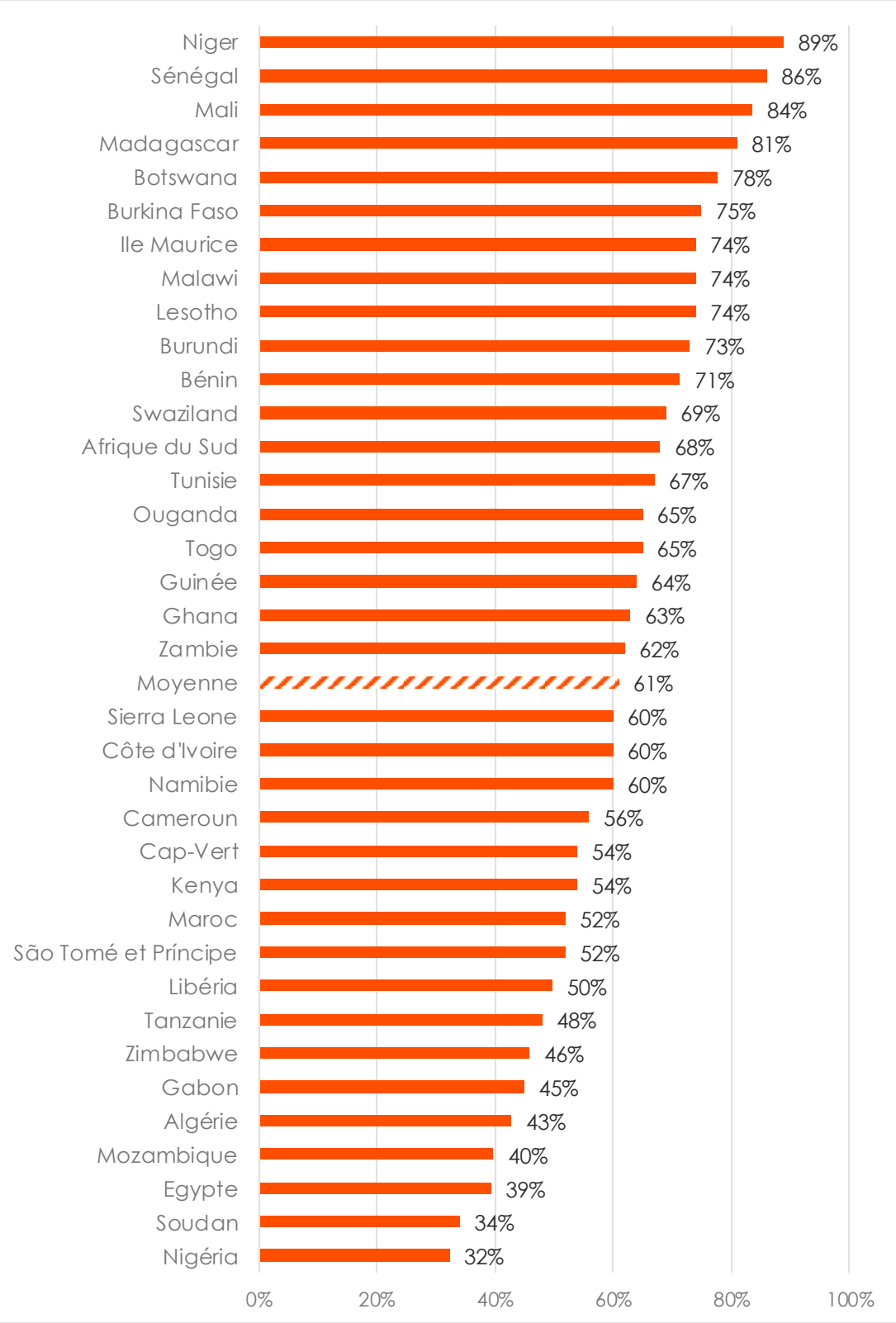



Par rapport au choix, six Africains sur 10 (61%) affirment que les élections offrent « souvent » ou « toujours » un choix véritable (Figure 21). Plus de huit sur 10 citoyens du Niger (89%), du Sénégal (86%), du Mali (84%), et de Madagascar (81%) affirment avoir un choix véritable. Mais moins de quatre sur 10 partagent cette opinion au Nigéria (32%), au Soudan (34%), et en Egypte (39%). Alors que les résultats du Soudan et de l'Egypte ne sont pas étonnants, étant donné le rôle du gouvernement dans la sélection des candidats, la petite proportion de Nigérians qui pensent avoir un choix véritable lors des élections de leur pays pourrait refléter un scepticisme ou une lassitude générale à propos du processus électoral.

Même si la plupart des Africains pensent avoir un véritable choix dans les urnes, beaucoup sont insatisfaits des élections comme moyen de s'assurer que les dirigeants soient représentatifs et responsables. La moitié (50%) des répondants affirment que les élections ne sont « pas très bien » ou « pas du tout bien » efficaces à garantir que les élus représentent les opinions du peuple (Figure 22). De même, 51% pensent que les élections ne sont pas bien efficaces à permettre aux électeurs de révoquer les dirigeants qui ne comblent pas leurs attentes.

Copyright © Afrobaromètre 2016

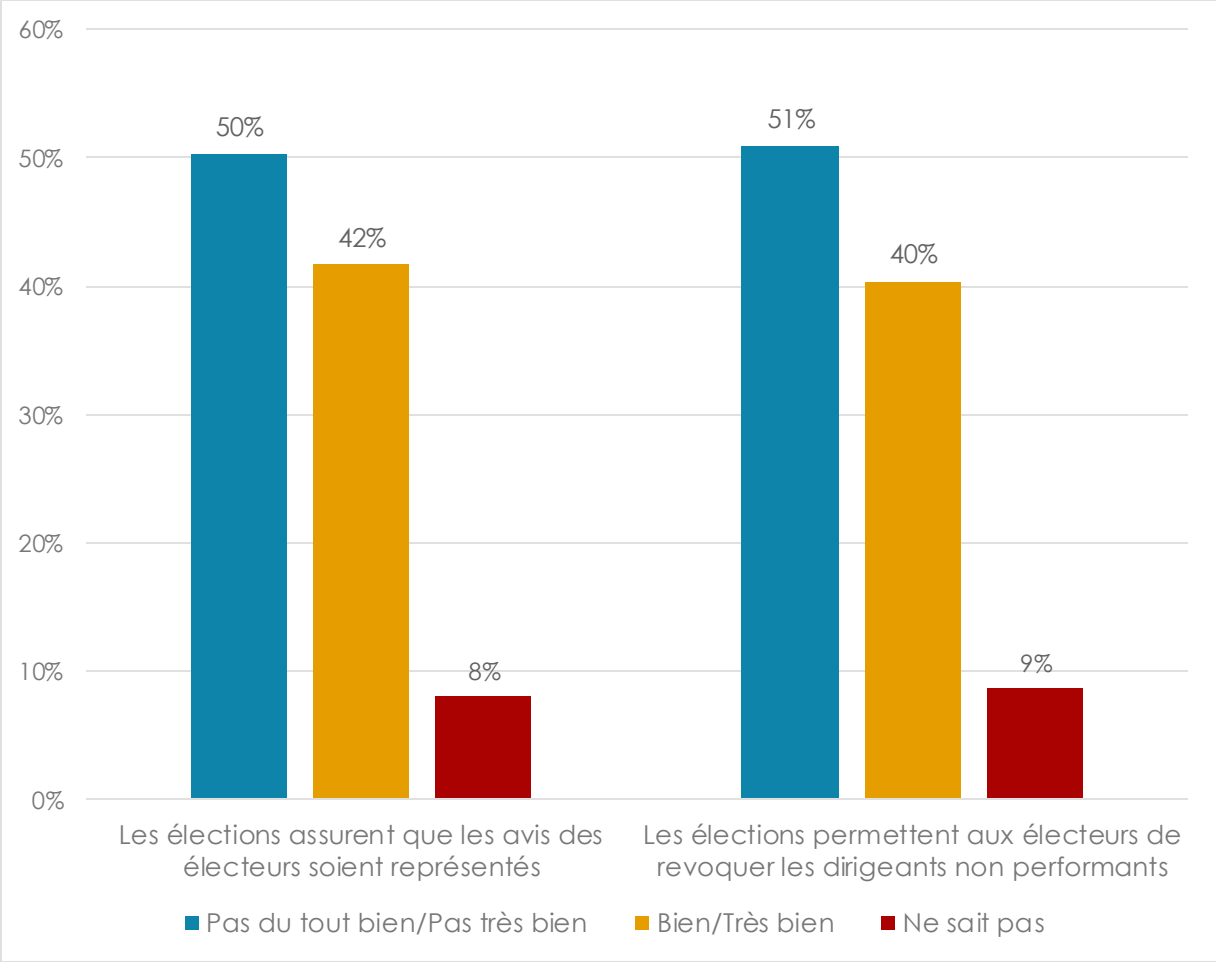
**Figure 21: Un choix véritable pour les électeurs dans les bureaux de vote** | 36 pays | 2014/2015




**Question posée aux répondants:** *À votre avis, comment les situations suivantes surviennent lors des élections dans ce pays: Un véritable choix est offert aux électeurs lors des élections? (% qui répondent « toujours » ou « souvent »)*

Copyright © Afrobaromètre 2016

**Figure 22: Efficacité des élections en Afrique** | 36 pays | 2014/2015



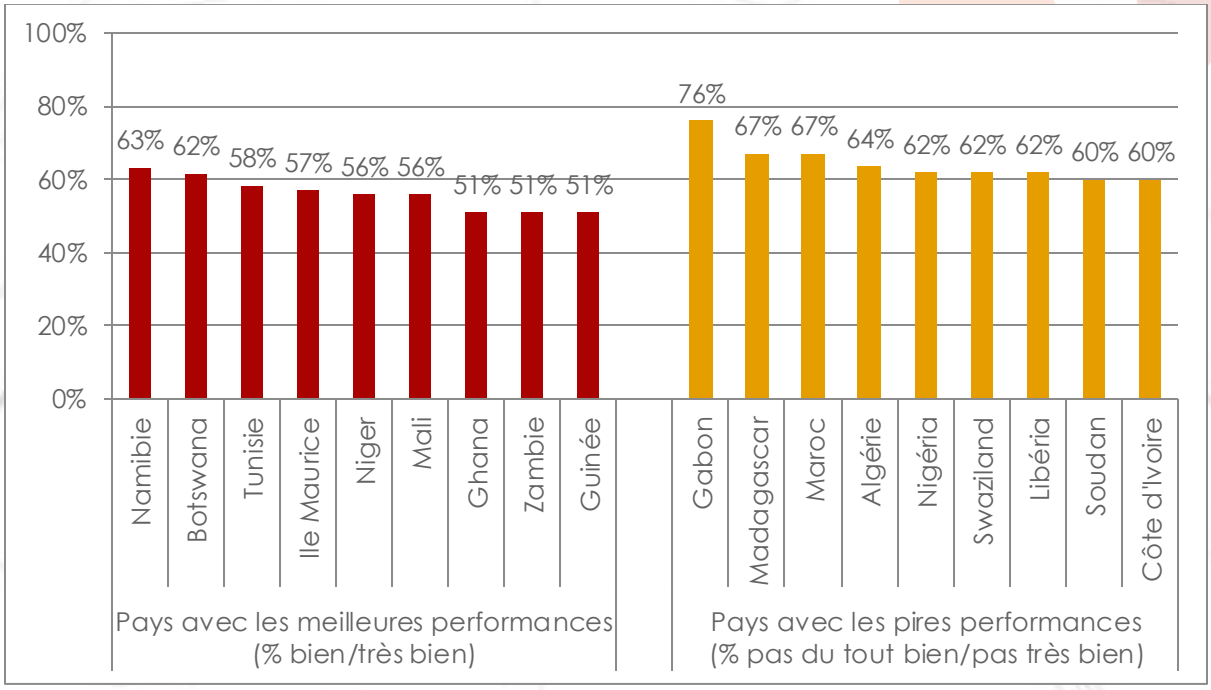

**Questions posées aux répondants:** *Pensez à la manière dont les élections se déroulent en pratique dans ce pays. Comment les élections:*
*1. Assurent-elles que les représentants à l'Assemblée Nationale reflètent les opinions des électeurs?*
*2. Garantissent-elles que les électeurs puissent révoquer les dirigeants qui ne comblent pas leurs attentes?*

Les Namibiens, Botswanais, et Tunisiens sont les plus confiants en ce que les élections pourraient garantir que les opinions des mandants soient représentées, tandis que les Gabonais, Malgache, et Marocains sont les plus sceptiques (Figure 23; voir le Tableau A.3 en annexe pour plus de détails).

Quand il s'agit de demander des comptes aux représentants élus, les Sénégalais, Cap-Verdiens, Botswanais, et Ghanéens sont les plus optimistes de ce que les élections permettent aux électeurs de révoquer les chefs dirigeants peu performants (Figure 24; voir le Tableau A.4 en annexe pour plus de détails). En revanche, les Gabonais, les Swazis, les Soudanais, les Marocains, les Nigérians, et les Algériens sont les plus sceptiques de ce que les élections permettent de garantir la responsabilité. Quatre de ces pays connaissent des obstacles importants au mécanisme électoral de responsabilisation: Le Swaziland et le Maroc sont des royaumes avec des contrôles stricts de qui peut prétendre se présenter à des élections et une limitation des pouvoirs des responsables élus, et le Soudan et l'Algérie sont en fait des états à parti unique.

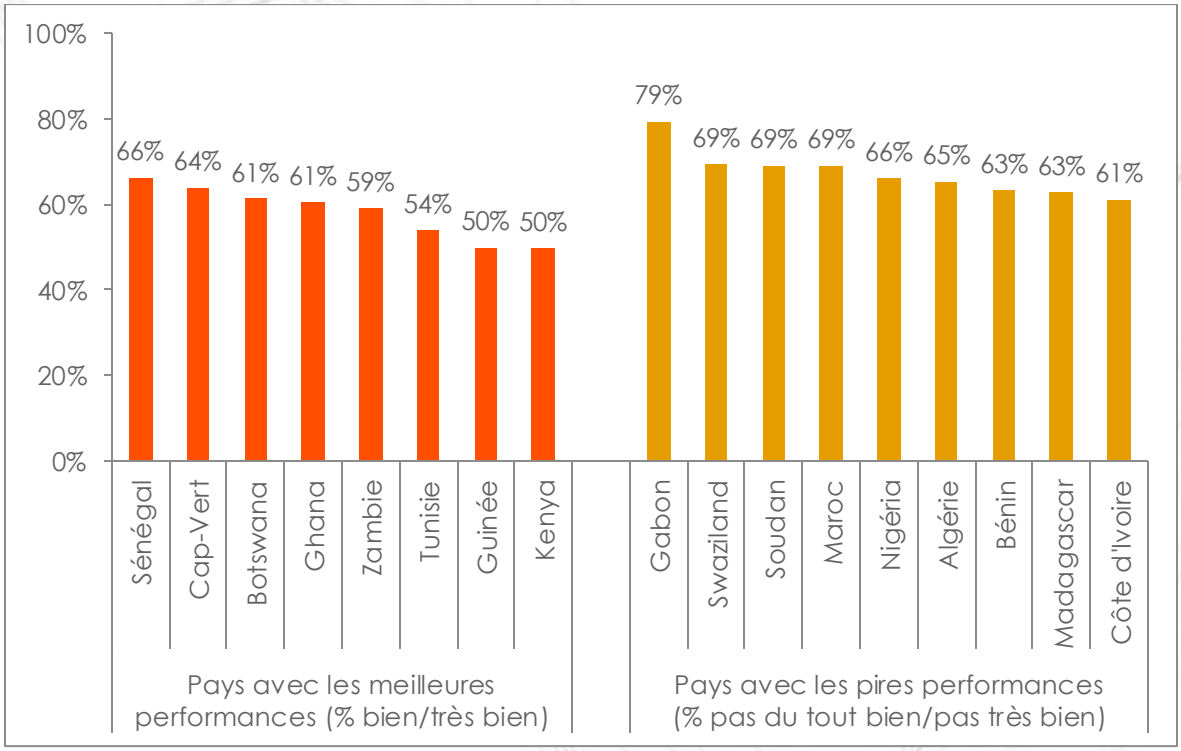
Copyright © Afrobaromètre 2016

**Figure 23: Fonction de représentativité des élections** | les pays qui affichent les meilleures et les pires performances | 2014/2015




**Questions posées aux répondants:** *Pensez à la manière dont les élections se déroulent en pratique dans ce pays. Comment les élections: Assurent-elles que les représentants à l'Assemblée Nationale reflètent les opinions des électeurs?*

**Figure 24: Fonction de responsabilisation des élections** | les pays qui affichent les meilleures et les pires performances | 2014/2015

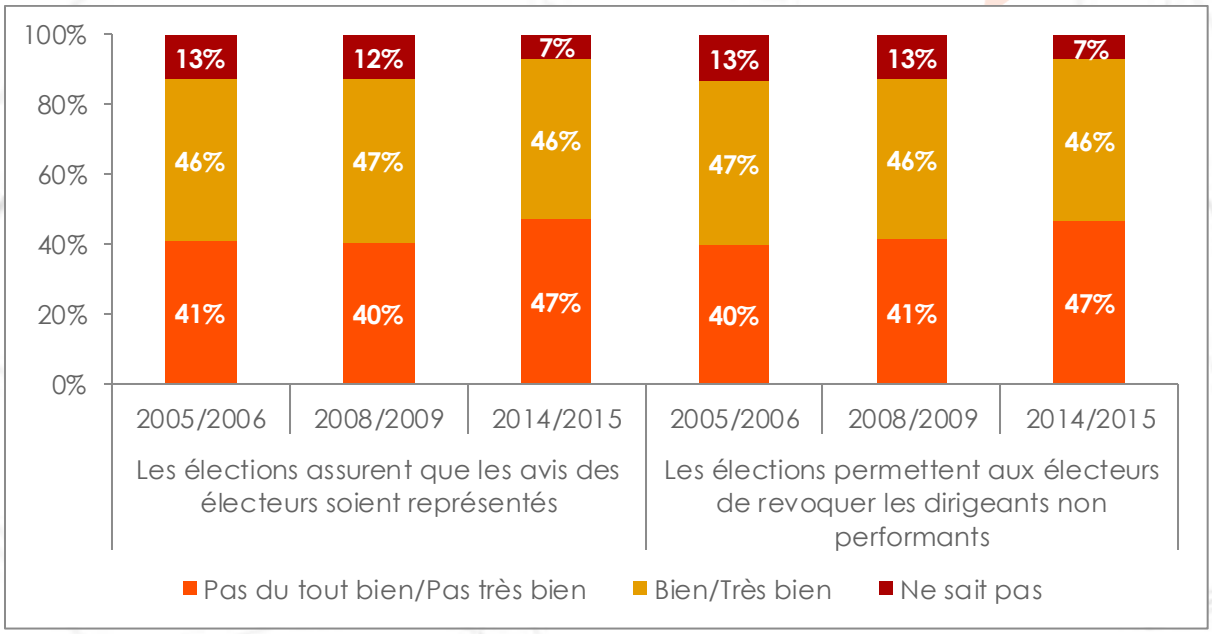



**Question posée aux répondants:** *Pensez à la manière dont les élections se déroulent en pratique dans ce pays. Comment les élections: Garantissent-elles que les électeurs puissent révoquer les dirigeants qui ne comblent pas leurs attentes?*

Copyright © Afrobaromètre 2016

À travers 18 pays suivis depuis 2005/2006, la proportion des citoyens qui affirment que les élections garantissent que les opinions des personnes soient représentées est restée stable: Environ 6% des répondants ont quitté la colonne des « ne sait pas » pour répondre que les élections ne sont pas bien efficaces dans leur fonction de représentativité (Figure 25). Une tendance similaire s'observe pour la question portant sur la responsabilisation.

**Figure 25: Variations de l'efficacité des élections** | 18 pays | 2005-2015




**Questions posées aux répondants:** *Pensez à la manière dont les élections se déroulent en pratique dans ce pays. Comment les élections:*
*1. Assurent-elles que les représentants à l'Assemblée Nationale reflètent les opinions des électeurs?*
*2. Garantissent-elles que les électeurs puissent révoquer les dirigeants qui ne comblent pas leurs attentes?*
*(NB: Cette question n'a pas été incluse dans l'enquête du Round 5 de 2011/2013.)*

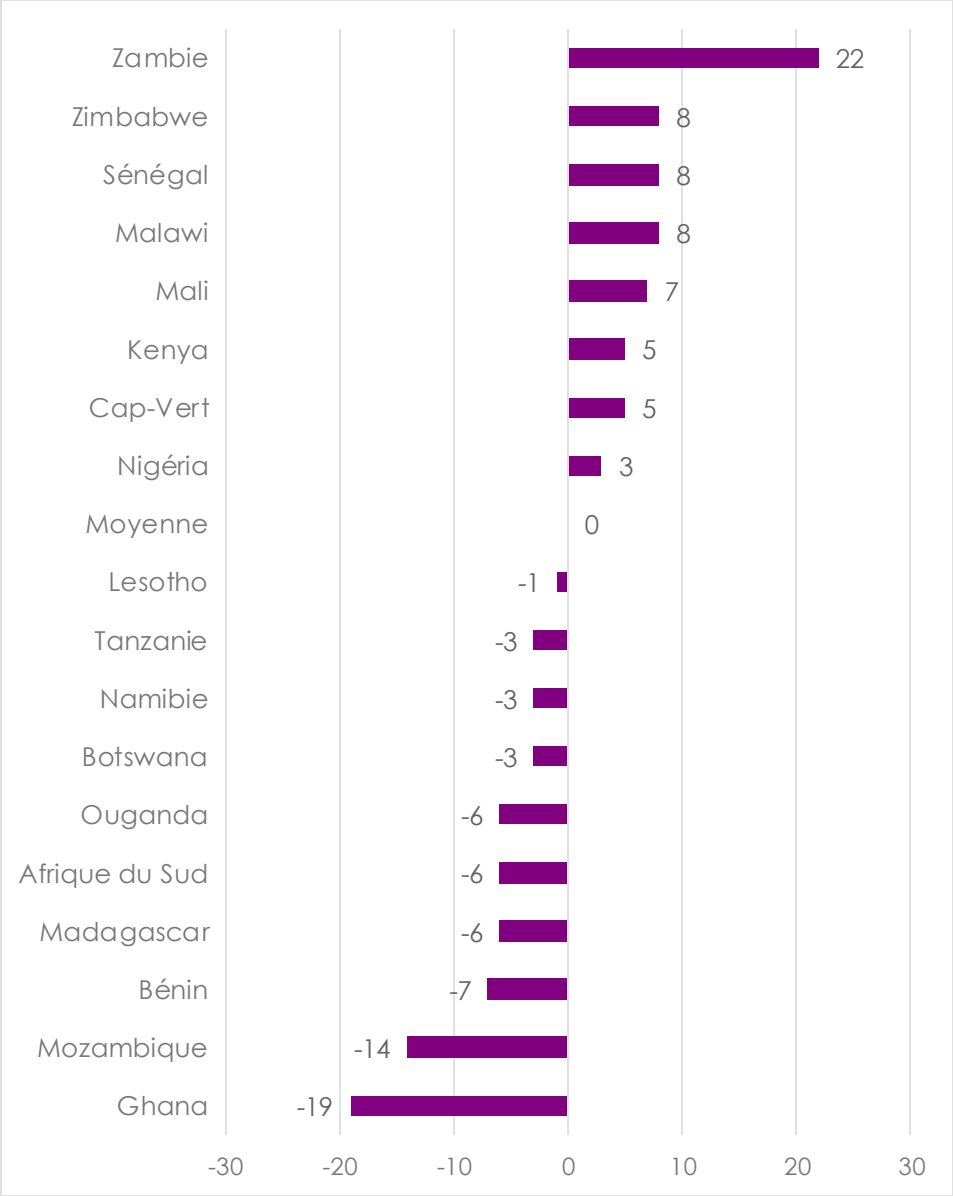
Une analyse des variations nationales dans le temps (Figure 26) révèle que la Zambie, qui a connu plusieurs changements de régimes avec différents partis politiques, enregistre la plus grande amélioration parmi 18 pays suivis sur la décennie écoulée – un accroissement de 22 points de pourcentage de la proportion des citoyens qui affirment que les élections sont efficaces à garantir la représentativité. Le Zimbabwe, le Sénégal, le Malawi, et le Mali sont parmi les pays qui ont connu des améliorations plus modestes.

Plusieurs pays affichant des niveaux plus élevés, ou des accroissements récents, de compétition politique affichent des régressions dans la proportion des citoyens qui affirment que les élections assurent la représentativité: Le Ghana (une régression de 19 points de pourcentage), le Mozambique (14 points), le Bénin (7 points), et l'Afrique du Sud (6 points). Dans certains cas, ceci pourrait refléter une remise en cause de l'hégémonie des partis de libération (en Mozambique et en Afrique du Sud, par exemple) et les attentes croissantes des électeurs de ce qu'une véritable représentation devrait être.

Par rapport à la fonction de responsabilisation des élections, les citoyens du Ghana, de Madagascar, du Mozambique, et du Bénin affichent un pessimisme croissant tandis que la Zambie et le Cap-Vert ont connu des accroissements de la confiance publique (Figure 27).

Copyright © Afrobaromètre 2016

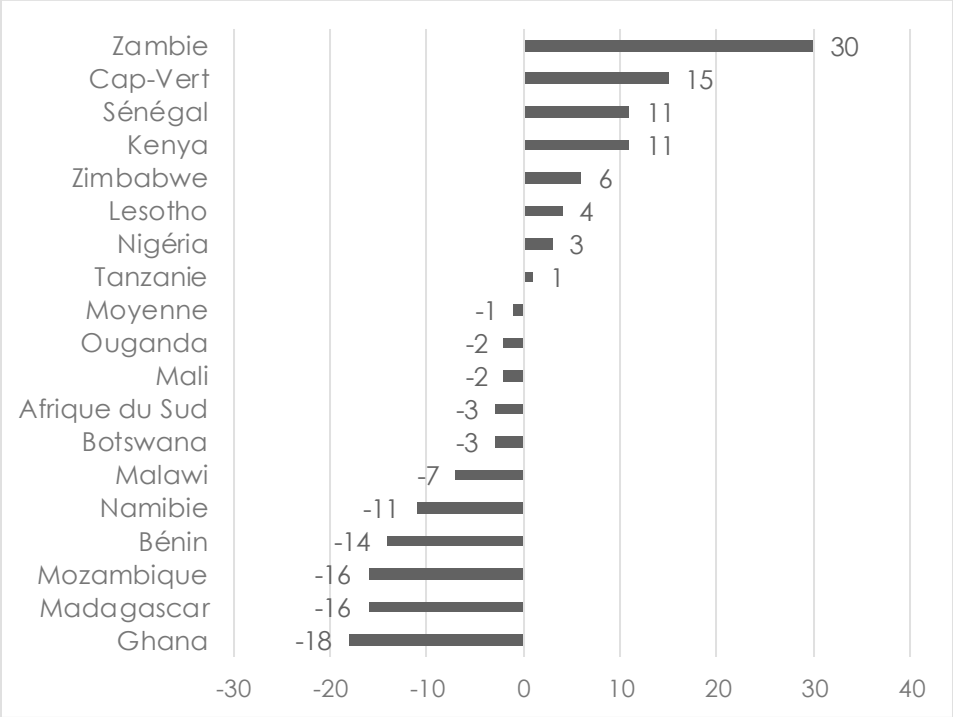
**Figure 26: Variations des proportions qui affirment que les élections sont « bien » ou « très bien » efficaces à assurer la représentativité** | 18 pays | 2005-2015




**Question posée aux répondants:** *Pensez à la manière dont les élections se déroulent en pratique dans ce pays. Comment les élections: Assurent-elles que les représentants à l'Assemblée Nationale reflètent les opinions des électeurs?*
*(La figure montre la différence, en points de pourcentage, entre les enquêtes de 2005/2006 et 2014/2015 de la proportion des répondants qui affirment que les élections sont « bien » ou « très bien » efficaces à garantir que fonctionnaires élus représentent les opinions des citoyens. Les chiffres positifs indiquent des appréciations de plus en plus positives.)*

Copyright © Afrobaromètre 2016

**Figure 27: Variations des proportions qui affirment que les élections sont « bien » ou « très bien » efficaces à permettre aux électeurs de révoquer les dirigeants non-performants** | 18 pays | 2005-2015




***Question posée aux répondants:*** *Pensez à la manière dont les élections se déroulent en pratique dans ce pays. Comment les élections: Garantissent-elles que les électeurs puissent révoquer les dirigeants qui ne comblent pas leurs attentes?*
*(La figure montre la différence, en points de pourcentage, entre les enquêtes de 2005/2006 et 2014/2015 de la proportion des répondants qui affirment que les élections sont « bien » ou « très bien » efficaces à garantir que fonctionnaires élus représentent les opinions des citoyens. Les chiffres positifs indiquent des appréciations de plus en plus positives.)*

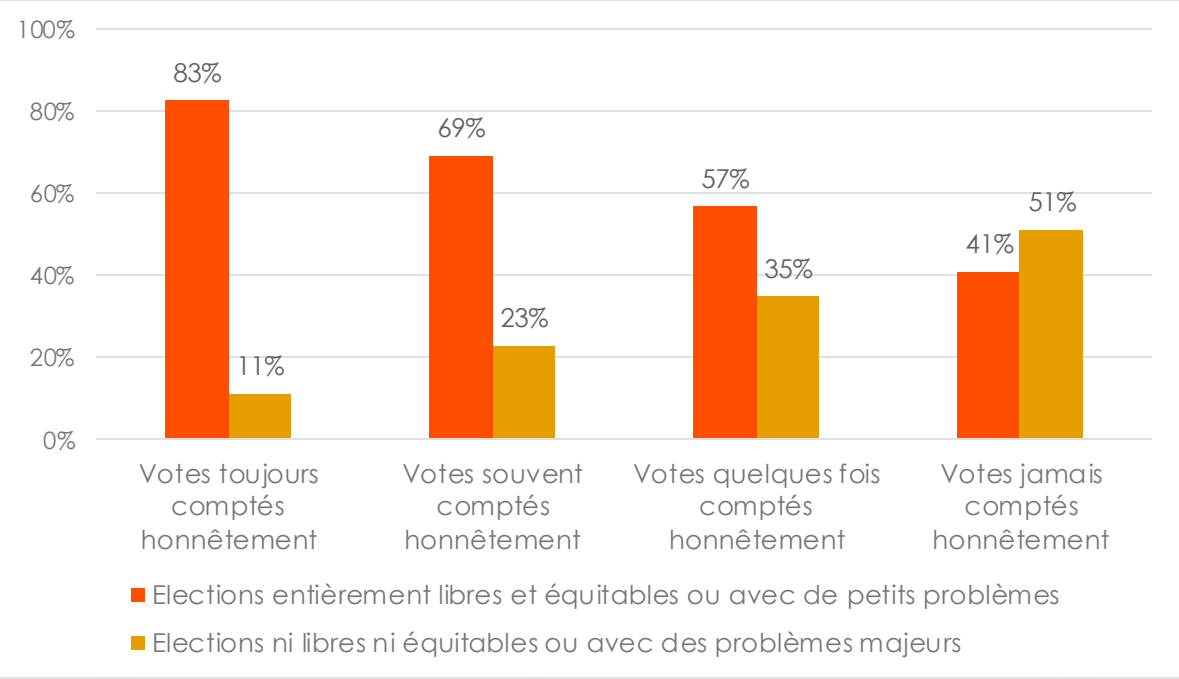
## Qualité des élections et confiance envers la commission électorale

Comme nous l'avons vu, l'impartialité du décompte des votes et la liberté qu'ont les partis de l'opposition de pouvoir participer aux compétitions électorales sont deux préoccupations majeures quant aux élections africaines. Un décompte des votes qui manque de transparence peut permettre aux dirigeants de tripatouiller aisément avec les résultats électoraux, et l'interférence avec l'opposition est susceptible d'empêcher même les partis d'opposition les plus forts de prendre de l'ampleur et gagner du terrain.

Comme l'on aurait pu s'y attendre, les résultats d'Afrobaromètre affirment que les perceptions publiques de l'impartialité avec laquelle les votes sont décomptés et de l'impartialité du traitement de l'opposition affectent les appréciations globales des citoyens sur la qualité des élections ainsi que leur confiance envers la commission électorale nationale. Les citoyens qui pensent que les votes sont décomptés avec impartialité sont plus enclins à penser que les élections sont « entièrement libres et équitables » ou « libres et équitables, mais avec de petits problèmes » (Figure 28). Il en est de même pour ce qui est du lien entre l'étouffement de l'opposition et la qualité des élections (Figure 29).

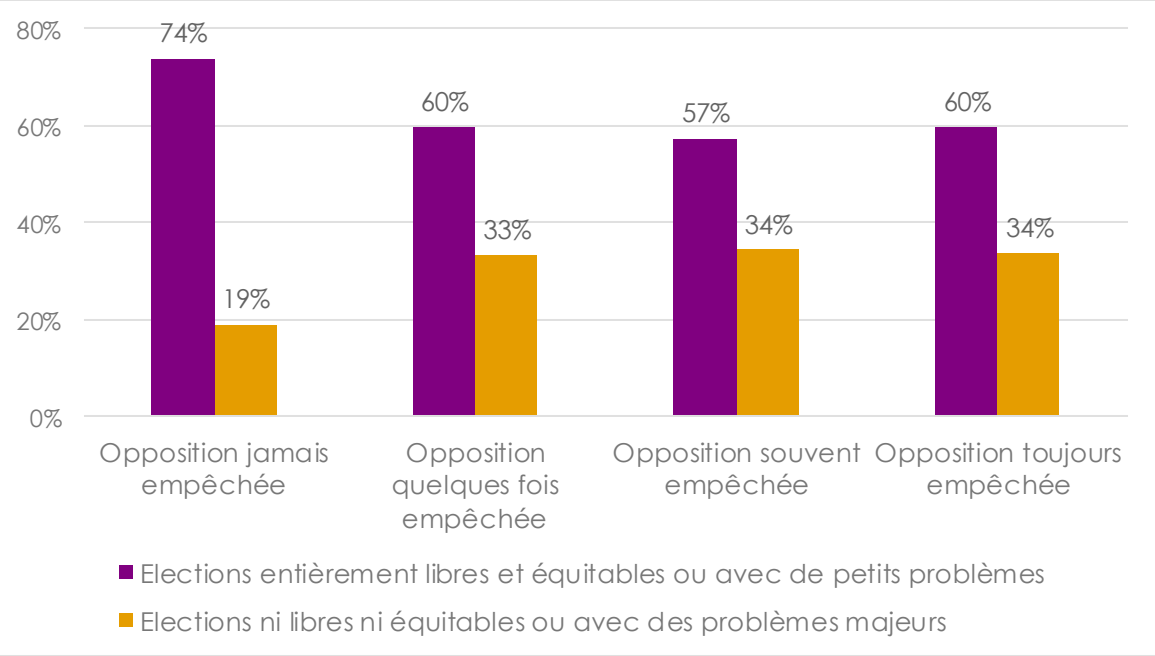
Copyright © Afrobaromètre 2016

**Figure 28: Décompte impartial des votes et qualité globale des élections** | 36 pays | 2014/2015




**Questions posées aux répondants:**
*- Dans l'ensemble, à quel point est-ce que les dernières élections nationales de [20xx] étaient libres et équitables?*
*- À votre avis, combien les situations suivantes surviennent lors des élections dans ce pays: Les votes sont équitablement comptés?*

**Figure 29: Etouffement des partis de l'opposition et qualité globale des élections** | 36 pays | 2014/2015

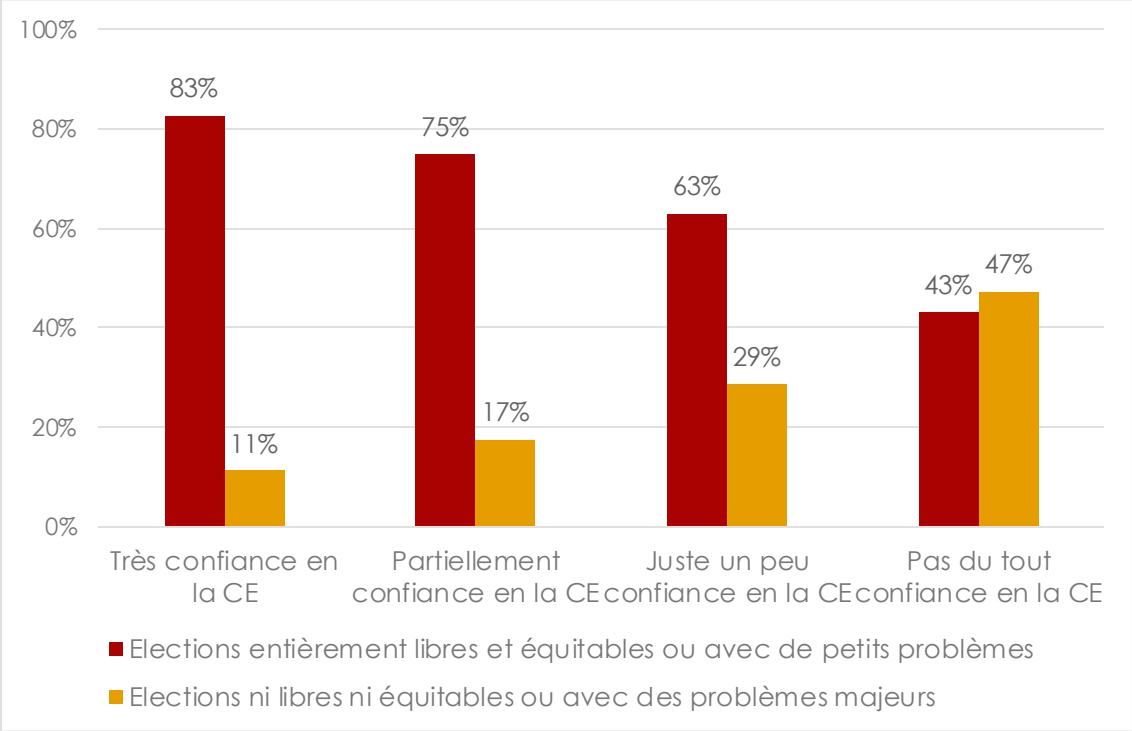



**Questions posées aux répondants:**
*- Dans l'ensemble, à quel point est-ce que les dernières élections nationales de [20xx] étaient libres et équitables?*
*- À votre avis, combien les situations suivantes surviennent lors des élections dans ce pays: Les candidats de l'opposition sont empêchés de se présenter?*

Copyright © Afrobaromètre 2016

Vu que les commissions électorales nationales sont en charge de la gestion des élections, il est normal que les appréciations des citoyens quant à la qualité des élections influencent leur confiance envers la commission. Les résultats d'enquête confirment que les citoyens qui considèrent les élections libres et équitables sont plus enclins à afficher des niveaux plus élevés de confiance envers leurs commissions électorales (Figure 30). De même, les répondants qui affichent des opinions favorables de l'impartialité du décompte des votes et du traitement de l'opposition sont également plus enclins à exprimer la confiance envers la commission électorale.

**Figure 30: Qualité des élections et confiance envers les commissions électorales** | 35 pays* | 2014/2015




**Questions posées aux répondants:**
*- Dans l'ensemble, à quel point est-ce que les dernières élections nationales de [20xx] étaient libres et équitables?*
*- Faites-vous confiance à chacune des institutions suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler: La Commission Electorale Nationale? (* Cette questions n'a pas été posée au Maroc.)*

## Conclusion

La décennie écoulée a connu des investissements importants de la société civile, des organismes internationaux, et de quelques commissions électorales nationales en vue de la facilitation du dialogue et des réformes dans la gestion des élections en Afrique. En dépit de ces efforts, les citoyens ont toujours des opinions mitigées quant à la qualité des élections et à ce qu'elles sont ou pas en définitive efficaces à garantir que les opinions des électeurs soient représentées et les élus tenus responsables. Globalement, les opinions des citoyens sur la qualité des élections s'accordent avec les appréciations des experts en la matière.

Les craintes d'intimidation des électeurs, les perceptions de traitement injuste des partis d'opposition, et les inquiétudes par rapport à la manipulation des processus et des résultats électoraux persistent dans beaucoup de pays, et les pays qui s'acheminent vers des élections imminentes (2016-2018) affichent certains des niveaux les plus bas de confiance envers leurs commissions électorales nationales. De telles inquiétudes ont le potentiel d'influencer l'expression de la volonté du peuple le jour du scrutin, puisque la crainte ou une perception d'injustice peut amener les gens à refuser de s'exprimer.

Copyright © Afrobaromètre 2016

Ces résultats suggèrent que des réformes additionnelles et une plus grande transparence sont nécessaires pour garantir des élections libres et équitables. L'accroissement de la confiance publique envers les commissions électorales dépendra d'une meilleure gestion des composantes du processus électoral, des listes électorales au décompte des votes. L'assistance électorale devrait être pérennisée, plutôt que d'être focalisée uniquement sur les activités au début de la période pré-électorale et au jour du scrutin, et devrait être accompagnée par des efforts de sensibilisation du public pour faire en sorte que les avancées soient suivies de gains dans les perceptions et la confiance publiques.

Copyright © Afrobaromètre 2016

## Références

Bentley, T., Han, K., et Penar, P. H. (2015). African democracy update: Democratic satisfaction remains elusive for many. Dépêche No. 45 d'Afrobaromètre. Disponible à www.afrobarometer.org.

Bratton, M. (2008). Vote buying and violence in Nigerian election campaigns. *Electoral Studies, 27*(4), 621-632.

Freedom House. (2009-2016). Freedom in the world. Disponible à www.freedomhouse.org.

Norris, P., Martínez i Coma, F., Nai, A., & Groemping. M. (2016). The expert survey of perceptions of electoral integrity, PEI_4.0. Disponible à www.electoralintegrityproject.com et http://thedata.harvard.edu/dvn/dv/PEI.

Copyright © Afrobaromètre 2016

## Annexe

### Tableau A.1: Pays enquêtés au titre du Round 6, années d'élection, et enquêtes précédentes d'Afrobaromètre

| Pays | Travaux de terrain du Round 6 | Dernières élections nationales avant les travaux du Round 6 | Enquêtes précédentes |
|---|---|---|---|
| Afrique du Sud | Août -septembre 2015 | 2014 | 2000, 2002, 2006, 2008, 2011 |
| Algérie | Mai-juin 2015 | 2014 | 2013 |
| Bénin | Mai-juin 2014 | 2011 | 2005, 2008, 2011 |
| Botswana | Juin-juillet 2014 | 2009 | 1999, 2003, 2005, 2008, 2012 |
| Burkina Faso | Avril-mai 2015 | 2012 | 2008, 2012 |
| Burundi | Septembre-octobre 2014 | 2010 | 2012 |
| Cameroun | Janvier-février 2015 | 2013 | 2013 |
| Cap-Vert | Novembre-décembre 2014 | 2011 | 2002, 2005, 2008, 2011 |
| Côte d'Ivoire | Août-septembre 2014 | 2011 | 2013 |
| Egypte | Juin-juillet 2015 | 2014 | 2013 |
| Gabon | Septembre 2015 | 2011 | N/A |
| Ghana | Mai-juin 2014 | 2012 | 1999, 2002, 2005, 2008, 2012 |
| Guinée | Mars-avril 2015 | 2013 | 2013 |
| Ile Maurice | Juin-juillet 2014 | 2010 | 2012 |
| Kenya | Novembre-décembre 2014 | 2013 | 2003, 2005, 2008, 2011 |
| Lesotho | Mai 2014 | 2012 | 2000, 2003, 2005, 2008, 2012 |
| Libéria | Mai 2015 | 2011 | 2008, 2012 |
| Madagascar | Décembre 2015-janvier 2015 | 2013 | 2005, 2008, 2013 |
| Malawi | March-avril 2014 | 2009 | 1999, 2003, 2005, 2008, 2012 |
| Mali | Décembre 2014 | 2013 | 2001, 2002, 2005, 2008, 2013 |
| Maroc | Novembre 2015 | 2011 | 2013 |
| Mozambique | Juin-août 2015 | 2014 | 2002, 2005, 2008, 2012 |
| Namibie | Août-septembre 2014 | 2009 | 1999, 2003, 2006, 2008, 2012 |
| Niger | Avril 2015 | 2011 | 2013 |
| Nigéria | Décembre 2014-janvier 2015 | 2011 | 2000, 2003, 2005, 2008, 2013 |

Copyright © Afrobaromètre 2016

| Pays | Travaux de terrain du Round 6 | Dernières élections nationales avant les travaux du Round 6 | Enquêtes précédentes |
|---|---|---|---|
| Ouganda | Mai 2015 | 2011 | 2000, 2002, 2005, 2008, 2012 |
| São Tomé et Principe | Juillet-août 2015 | 2014 | N/A |
| Sénégal | Novembre-décembre 2014 | 2012 | 2002, 2005, 2008, 2013 |
| Sierra Leone | Mai-juin 2015 | 2012 | 2012 |
| Soudan | Juin 2015 | 2015 | 2013 |
| Swaziland | Avril 2015 | 2013 | 2013 |
| Tanzanie | Août-novembre 2014 | 2010 | 2001, 2003, 2005, 2008, 2012 |
| Togo | Octobre 2014 | 2013 | 2012 |
| Tunisie | Avril-mai 2015 | 2014 | 2013 |
| Zambie | Octobre 2014 | 2011 | 1999, 2003, 2005, 2009, 2013 |
| Zimbabwe | Novembre 2014 | 2013 | 1999, 2004, 2005, 2009, 2012 |

Copyright © Afrobaromètre 2016

**Tableau A.2: Impartialité du décompte de votes** | 36 pays | 2014/2015

| | Toujours | Souvent | Parfois | Jamais | Ne sait pas |
|---|---|---|---|---|---|
| Ile Maurice | 67% | 22% | 6% | 1% | 4% |
| Niger | 69% | 14% | 9% | 3% | 6% |
| Sénégal | 63% | 17% | 9% | 3% | 8% |
| Namibie | 59% | 20% | 13% | 4% | 4% |
| Botswana | 57% | 16% | 13% | 7% | 7% |
| Mali | 41% | 31% | 17% | 9% | 3% |
| Burkina Faso | 36% | 33% | 14% | 11% | 7% |
| Swaziland | 45% | 22% | 20% | 5% | 9% |
| Afrique du Sud | 47% | 19% | 21% | 7% | 7% |
| Madagascar | 37% | 27% | 22% | 13% | 1% |
| São Tomé et Principe | 56% | 9% | 16% | 5% | 13% |
| Bénin | 34% | 31% | 25% | 7% | 2% |
| Burundi | 38% | 26% | 23% | 7% | 6% |
| Lesotho | 38% | 21% | 22% | 7% | 13% |
| Côte d'Ivoire | 30% | 27% | 23% | 17% | 3% |
| Tanzanie | 27% | 29% | 33% | 6% | 5% |
| Moyenne | **34%** | **19%** | 25% | 13% | 8% |
| Ouganda | 37% | 14% | 26% | 15% | 8% |
| Guinée | 40% | 12% | 21% | 20% | 7% |
| Tunisie | 26% | 24% | 25% | 12% | 13% |
| Zambie | 33% | 13% | 39% | 9% | 6% |
| Sierra Leone | 36% | 9% | 21% | 14% | 21% |
| Kenya | 26% | 17% | 35% | 18% | 4% |
| Togo | 31% | 13% | 18% | 27% | 11% |
| Cameroun | 19% | 25% | 21% | 21% | 14% |
| Egypte | 20% | 25% | 35% | 8% | 12% |
| Ghana | 28% | 14% | 33% | 15% | 9% |
| Cap-Vert | 30% | 13% | 28% | 11% | 18% |
| Maroc | 15% | 27% | 33% | 10% | 16% |
| Mozambique | 32% | 9% | 32% | 15% | 11% |
| Zimbabwe | 22% | 17% | 33% | 20% | 7% |
| Libéria | 22% | 15% | 49% | 12% | 2% |
| Malawi | 24% | 12% | 34% | 23% | 8% |
| Algérie | 16% | 19% | 31% | 23% | 12% |
| Soudan | 16% | 17% | 27% | 25% | 14% |
| Gabon | 15% | 12% | 31% | 41% | 2% |
| Nigéria | 6% | 17% | 52% | 23% | 3% |

**Question posée aux répondants:** *À votre avis, combien les situations suivantes surviennent lors des élections dans ce pays: Les votes sont équitablement comptés?*

Copyright © Afrobaromètre 2016

**Tableau A.3: Efficacité des élections à garantir que les opinions des électeurs soient représentées** | 36 pays | 2014/2015

| | Pas du tout bien/Pas très bien | Bien/Très bien | Ne sait pas |
|---|---|---|---|
| Gabon | 76% | 23% | 2% |
| Algérie | 64% | 24% | 13% |
| Maroc | 67% | 25% | 8% |
| Cameroun | 57% | 29% | 13% |
| Côte d'Ivoire | 60% | 31% | 9% |
| Togo | 59% | 32% | 10% |
| Swaziland | 62% | 32% | 6% |
| Sierra Leone | 51% | 32% | 17% |
| Libéria | 62% | 33% | 5% |
| Madagascar | 67% | 33% | 0% |
| Soudan | 60% | 33% | 7% |
| Nigéria | 62% | 34% | 4% |
| São Tomé et Principe | 45% | 36% | 19% |
| Egypte | 49% | 38% | 13% |
| Tanzanie | 57% | 38% | 5% |
| Malawi | 58% | 38% | 3% |
| Zimbabwe | 56% | 39% | 5% |
| Burkina Faso | 54% | 40% | 6% |
| Lesotho | 41% | 41% | 18% |
| Mozambique | 42% | 42% | 17% |
| Moyenne | 50% | 42% | 8% |
| Bénin | 53% | 43% | 4% |
| Afrique du Sud | 50% | 44% | 6% |
| Burundi | 51% | 44% | 5% |
| Cap-Vert | 39% | 45% | 15% |
| Kenya | 47% | 47% | 6% |
| Sénégal | 46% | 48% | 6% |
| Ouganda | 44% | 49% | 7% |
| Guinée | 42% | 51% | 7% |
| Zambie | 38% | 51% | 11% |
| Ghana | 41% | 51% | 7% |
| Niger | 34% | 56% | 10% |
| Mali | 43% | 56% | 1% |
| Ile Maurice | 34% | 57% | 8% |
| Tunisie | 34% | 58% | 8% |
| Botswana | 31% | 62% | 7% |
| Namibie | 34% | 63% | 3% |

**Question posée aux répondants:** *Pensez à la manière dont les élections se déroulent en pratique dans ce pays. Comment les élections: Assurent-elles que les Représentants à l'Assemblée Nationale reflètent les vues des électeurs?*

Copyright © Afrobaromètre 2016

**Tableau A.4: Efficacité des élections à permettre aux électeurs de révoquer les dirigeants qui ne comblent pas leurs attentes** | 36 pays | 2014/3015

| | Pas du tout bien/ Pas très bien | Bien/Très bien | Ne sait pas |
|---|---|---|---|
| Gabon | 79% | 19% | 2% |
| Swaziland | 69% | 23% | 8% |
| Soudan | 69% | 23% | 8% |
| Maroc | 69% | 22% | 9% |
| Nigéria | 66% | 29% | 5% |
| Algérie | 65% | 20% | 15% |
| Bénin | 63% | 32% | 4% |
| Madagascar | 63% | 37% | 0% |
| Côte d'Ivoire | 61% | 30% | 9% |
| Burkina Faso | 60% | 32% | 9% |
| Togo | 59% | 32% | 9% |
| Mali | 57% | 42% | 0% |
| Afrique du Sud | 57% | 36% | 7% |
| Tanzanie | 56% | 39% | 5% |
| Cameroun | 56% | 28% | 15% |
| Zimbabwe | 56% | 38% | 6% |
| Egypte | 54% | 30% | 15% |
| Moyenne | 51% | 40% | 9% |
| São Tomé et Principe | 50% | 31% | 18% |
| Mozambique | 50% | 32% | 18% |
| Namibie | 50% | 47% | 3% |
| Malawi | 48% | 49% | 3% |
| Burundi | 47% | 48% | 5% |
| Ouganda | 47% | 45% | 8% |
| Libéria | 47% | 47% | 6% |
| Kenya | 46% | 50% | 4% |
| Niger | 46% | 43% | 11% |
| Ile Maurice | 44% | 44% | 11% |
| Guinée | 42% | 50% | 8% |
| Sierra Leone | 38% | 44% | 18% |
| Tunisie | 36% | 54% | 11% |
| Lesotho | 35% | 46% | 18% |
| Ghana | 33% | 61% | 6% |
| Botswana | 31% | 61% | 8% |
| Zambie | 31% | 59% | 10% |
| Sénégal | 28% | 66% | 6% |
| Cap-Vert | 24% | 64% | 12% |

**Question posée aux répondants:** *Pensez à la manière dont les élections se déroulent en pratique dans ce pays. Comment les élections: Garantissent-elles que les électeurs puissent révoquer les dirigeants élus qui ne comblent pas leurs attentes?*

Copyright © Afrobaromètre 2016

## Autres rapports globaux au titre du Round 6

- **Par où commencer? Concilier les ODDs avec les priorités des citoyens.** Bentley, T., Olapade, M., Wambua, P., & Charron, N. (2015). Dépêche No. 67 d'Afrobaromètre. Disponible à http://afrobarometer.org/fr/publications/ad67-par-ou-commencer-concilier-les-objectifs-de-developpement-durable-et-les-priorites.

- **Malgré un certain progrès, les infrastructures de base demeurent un défi en Afrique.** Mitullah, W. V., Samson, R., Wambua, M. De P., & Balongo, S. (2016). Dépêche No. 67 d'Afrobaromètre. Disponible à http://afrobarometer.org/fr/publications/ ad69-malgre-un-certain-progres-les-infrastructures-de-base-demeurent-un-defi-en-afrique.

- **Dividende de la croissance en Afrique? La pauvreté vécue décroit en Afrique.** Mattes, R., Dulani, B., & Gyimah-Boadi, E. (2016). Synthèse de Politique d'Afrobaromètre No. 29. Disponible à http://afrobarometer.org/fr/ publications/pp29-dividende-de-la-croissance-la-pauvrete-vecue-decroit-en-afrique.

- **Bons voisins? Les Africains démontrent un sens élevé de la tolérance envers beaucoup, mais pas tous.** (2016). Dépêche No. 74 d'Afrobaromètre. Disponible à http://afrobarometer.org/sites/default/files/publications/ D%C3%A9p%C3%AAches/ab_r6_dispatchno74_tolerance_en_afrique_fre1.pdf.

- **Hors réseau ou « marche-arrêt »: La majorité des Africains manquent d'électricité fiable.** Dépêche No. 75 d'Afrobaromètre. Disponible à http://afrobarometer.org/fr/publications/ad75-hors-reseau-ou-marche-arret-la-majorite-des-africains-manquent-delectricite-fiable.

- **Manque d'eau propre, d'assainissement favorise l'insatisfaction avec les performances gouvernementales.** (2016). Dépêche No. 76. Disponible à http://afrobarometer.org/fr/publications/ad76-manque-deau-propre-dassainissement-favorise-linsatisfaction-avec-les-performances.

- **En dépit des progrès, les soins de santé demeurent une haute priorité des Africains.** Synthèse de Politique No. 31 d'Afrobaromètre. Disponible à http://afrobarometer.org/fr/publications/pp31-sante_demeure_priorite_en_afrique.

- **Le soutien franc du public à leur rôle de « veilleur » conforte les médias africains sous attaque.** Dépêche No. 85 d'Afrobaromètre. Disponible à http://afrobarometer.org/ fr/publications/ad85_medias_en_afrique_afrobarometre_2016.

- **Intégration régionale en Afrique: Un soutien public plus ferme pourrait-il transformer les discours en actes?** Dépêche No. 91 d'Afrobaromètre. Disponible à http://afrobarometer.org/fr/publications/ad91-integration-regionale-en-afrique-un-soutien-public-plus-ferme-pourrait-il.

- **Moins d'engagement, moins d'autonomisation? La participation politique est à la traîne chez les jeunes d'Afrique.** Synthèse de Politique No. 34 d'Afrobaromètre. Disponible à http://afrobarometer.org/fr/publications/pp34-moins-dengagement-moins-dautonomisation-la-participation-politique-est-la-traine.

- **Des institutions dignes de confiance impactent-elles le développement en Afrique?** Dépêche No. 112 d'Afrobaromètre. Disponible à http://afrobarometer.org/fr/ publications/ad112-des-institutions-dignes-de-confiance-impactent-elles-le-developpement-en-afrique.

Copyright © Afrobaromètre 2016

AFRO BAROMÈTRE
DONNER UNE VOIX AU PEUPLE

**Peter Penar** est assistant de recherches à Afrobaromètre et doctorant au Département de Sciences Politiques à Michigan State University. Email: ppenar@msu.edu. Twitter: @PPenar

**Rose Aiko** est chercheure au REPOA à Dar-es-Salaam, en Tanzanie. Email: rose.aiko@gmail.com.

**Thomas Bentley** est assistant de recherches à Afrobaromètre et doctorant au Département de Sciences Politiques à Michigan State University. Email: bentle88@msu.edu.

**Kangwook Han** est assistant de recherches à Afrobaromètre et doctorant au Département de Sciences Politiques à Michigan State University. Email: hakawoo@gmail.com.

Afrobaromètre, projet collaboratif de recherche par enquêtes, est conduit par un réseau de spécialistes des sciences sociales de plus de 30 pays africains. La coordination des activités est assurée par le Centre pour le Développement Démocratique (CDD) au Ghana, l'Institut de Justice et de la Réconciliation (IJR) en Afrique du Sud, l'Institut de Recherche Empirique en Economie Politique (IREEP) au Bénin, et l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) à l'Université de Nairobi au Kenya. L'Université Etatique de Michigan et l'Université de Cape Town fournissent de l'assistance technique au projet.

Afrobaromètre est soutenu financièrement par le Département britannique pour le développement international (DFID), l'Agence suédoise de coopération pour le développement international (SIDA), l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), la Banque Mondiale, et la Fondation Mo Ibrahim.

Les dons aident le projet Afrobaromètre à donner la parole aux citoyens africains. S'il vous plaît envisagez faire une contribution (sur www.afrobarometer.org) ou contactez Aba Kittoe (akittoe@afrobarometer.org) pour discuter du financement institutionnel.

Pour plus d'informations, veuillez visiter www.afrobarometer.org.

Suivez-nous sur Facebook et Twitter @Afrobarometer. Suivez nos rapports globaux sur #VoicesAfrica sur Twitter et Facebook.

***Photo de couverture:*** *MONUSCO/Myriam Asmani [CC BY-SA 2.0 (http://creativecommons.org/licenses/by-sa/2.0)], via Wikimedia Commons.*

**Infographique** réalisé par Soapbox, www.soapbox.com.

Contact: ppenar@msu.edu